

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2012/15039]

7 FEVRIER 2012. — **Loi portant assentiment à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, faite à Lanzarote le 25 octobre 2007** (1) (2)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, faite à Lanzarote le 25 octobre 2007, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 février 2012.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS

La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM
Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme A. TURTELBOOM

Notes

(1) *Session 2010-2011 et 2011-2012.*

Sénat.

Documents

Projet de loi déposé le 23 août 2011, n° 5-1204/1. Rapport fait au nom de la Commission n° 5-1204/2.

Annales parlementaires

Discussion, séance du 23 novembre 2011. — Vote, séance du 23 novembre 2011.

Chambre

Documents

Projet transmis par le Sénat, n° 53-1927/1. — Rapport fait au nom de la Commission n° 53-1927/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale n° 53-1927/3.

Annales parlementaires

Discussion, séance du 12 janvier 2012. — Vote, séance du 12 janvier 2012.

(2) Voir Décret de la Communauté flamande du 12 février 2010 (*Moniteur belge* du 4 mars 2010 - Ed. 1), le Décret de la Communauté française du 28 avril 2011 (*Moniteur belge* du 13 mai 2011 - Ed. 1), le Décret de la Communauté germanophone du 28 mars 2011 (*Moniteur belge* 29 avril 2011 - Ed. 2), le Décret de la Région wallonne du 26 avril 2012 (*Moniteur belge* du 22 mai 2012 - Ed. 1) et l'Ordonnance de la Commission communautaire commune du 1^{er} mars 2012 (*Moniteur belge* du 14 mars 2012 - Ed. 1).

Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres signataires de la présente Convention;

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Considérant que tout enfant a droit, de la part de sa famille, de la société et de l'Etat, aux mesures de protection qu'exige sa condition de mineur;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2012/15039]

7 FEBRUARI 2012. — **Wet houdende instemming met het Verdrag van de Raad van Europa inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik, gedaan te Lanzarote op 25 oktober 2007** (1) (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Verdrag van de Raad van Europa inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik, gedaan te Lanzarote op 25 oktober 2007, zal volkomen gevolgd hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 februari 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS

De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. A. TURTELBOOM

Nota's

(1) *Zitting 2010-2011 en 2011-2012.*

Senaat.

Documenten

Ontwerp van wet ingediend op 23/08/2011, nr. 5-1204/1. — Verslag namens de Commissie nr. 5-1204/2.

Parlementaire Handelingen

Bespreking, vergadering van 23 november 2011. — Stemming, vergadering van 23 november 2011.

Kamer

Documenten

Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 53-1927/1. — Verslag namens de Commissie nr. 53-1927/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 53-1927/3

Parlementaire Handelingen

Bespreking, vergadering van 12 januari 2012. — Stemming, vergadering van 12 januari 2012.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 12 februari 2010 (*Belgisch Staatsblad* van 4 maart 2010 - Ed. 1), het Decreet van de Franse Gemeenschap van 28 april 2011 (*Belgisch Staatsblad* van 13 mei 2011 - Ed. 1), het Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 28 maart 2011 (*Belgisch Staatsblad* van 29 april 2011 - Ed. 2), het Decreet van het Waalse Gewest van 26 april 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 22 mei 2012 - Ed. 1) en de Ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 (*Belgisch Staatsblad* van 14 maart 2012 - Ed. 1).

VERTALING

Verdrag van de Raad van Europa inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik.

Preambule

De lidstaten van de Raad van Europa en de andere Staten die dit Verdrag hebben ondertekend,

Overwegend dat het doel van de Raad van Europa is het tot stand brengen van een grotere eenheid tussen zijn leden;

Overwegend dat elk kind recht heeft op de beschermende maatregelen, van de zijde van zijn familie, de maatschappij en de Staat, die vanwege zijn status van minderjarige noodzakelijk zijn;

Constatant que l'exploitation sexuelle des enfants, notamment sous les formes de la pornographie infantine et de la prostitution, ainsi que toutes les formes d'abus sexuel concernant des enfants, y compris lorsque les faits sont commis à l'étranger, mettent gravement en péril la santé et le développement psychosocial de l'enfant;

Constatant que l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants ont pris des dimensions inquiétantes tant au niveau national qu'international, notamment pour ce qui est de l'utilisation accrue des technologies de communication et d'information par les enfants et les auteurs d'infractions, et que, pour les prévenir et les combattre, une coopération internationale s'avère indispensable;

Considérant que le bien-être et l'intérêt supérieur des enfants sont des valeurs fondamentales partagées par tous les Etats membres et doivent être promus sans aucune discrimination;

Rappelant le Plan d'action adopté lors du 3^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16-17 mai 2005), qui préconise l'élaboration de mesures pour mettre fin à l'exploitation sexuelle des enfants;

Rappelant notamment les Recommandations suivantes du Comité des ministres : n R (91) 11 sur l'exploitation sexuelle, la pornographie, la prostitution, ainsi que sur le trafic d'enfants et de jeunes adultes et Rec(2001)16 sur la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle, et la Convention sur la cybercriminalité (STE n 185), et en particulier son article 9, ainsi que la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (STCE n 197);

Ayant à l'esprit la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (1950, STE n 5), la Charte sociale européenne révisée (1996, STE n 163), la Convention européenne sur l'exercice des droits des enfants (1996, STE n 160);

Ayant également à l'esprit la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, en particulier l'article 34, le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, ainsi que le Protocole additionnel à la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, ainsi que la Convention de l'Organisation internationale du travail concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination;

Ayant à l'esprit la Décision-cadre du Conseil de l'Union européenne relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie (2004/68/JAI), la Décision-cadre du Conseil de l'Union européenne relative au statut des victimes dans le cadre de procédures pénales (2001/220/JAI) et la Décision-cadre du Conseil de l'Union européenne relative à la lutte contre la traite des êtres humains (2002/629/JAI);

Tenant dûment compte d'autres instruments juridiques et programmes internationaux pertinents dans ce domaine, notamment la Déclaration et le Programme d'action de Stockholm, adoptés lors du 1^{er} Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (27-31 août 1996); l'Engagement mondial de Yokohama, adopté lors du 2^e Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (17-20 décembre 2001); l'Engagement et le plan d'action de Budapest, adoptés à l'issue de la conférence préparatoire du 2^e Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (20-21 novembre 2001); la Résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies S-27/2 « Un monde digne des enfants » et le Programme triennal « Construire une Europe pour et avec les enfants », adopté à la suite du 3^e Sommet et lancé par la Conférence de Monaco (4-5 avril 2006);

Déterminés à contribuer efficacement à réaliser l'objectif commun consistant à protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels quels qu'en soient les auteurs, et à fournir une assistance aux victimes;

Opmerkend dat de seksuele uitbuiting van kinderen, met name kinderpornografie en -prostitutie, en alle vormen van seksueel misbruik van kinderen, met inbegrip van in het buitenland verrichte handelingen, zeer schadelijke gevolgen hebben voor de gezondheid van kinderen en hun psychosociale ontwikkeling;

Opmerkend dat de seksuele uitbuiting en het seksueel misbruik van kinderen zowel op nationaal als internationaal niveau verontrustende proporties hebben aangenomen, met name door het toegenomen gebruik door zowel kinderen als daders van informatie- en communicatietechnologieën (ICT), en dat het voorkomen en bestrijden van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen internationale samenwerking vereist;

Overwegend dat het welzijn en de belangen van kinderen fundamentele waarden zijn die door alle lidstaten worden gedeeld en die dienen te worden bevorderd zonder aanzien des persoons;

Herinnerend aan het Actieplan aangenomen tijdens de derde top van staatshoofden en regeringsleiders van de Raad van Europa (Warschau, 16-17 mei 2005) waarin wordt opgeroepen tot het uitwerken van maatregelen om een einde te maken aan de seksuele uitbuiting van kinderen;

In het bijzonder herinnerend aan Aanbeveling nr. R (91) 11 van de Raad van ministers inzake seksuele uitbuiting, pornografie en prostitutie van, en handel in, kinderen en jonge volwassenen, Aanbeveling Rec (2001)16 inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en aan het Verdrag inzake de bestrijding van strafbare feiten verbonden met elektronische netwerken (ETS 185), en met name artikel 9 ervan, alsmede aan het Verdrag van de Raad van Europa inzake de bestrijding van mensenhandel (CETS 197);

Indachtig het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (1950, ETS 5), het herziene Europees Sociaal Handvest (1996, ETS 163), en het Europees Verdrag inzake de uitoefening van de rechten van het kind (1996, ETS 160);

Tevens indachtig het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van het kind, met name artikel 34 daarvan, het Facultatief Protocol inzake de verkoop van kinderen, kinderpornografie en kinderpornografie, het Protocol inzake de voorkoming, bestrijding en bestraffing van mensenhandel, in het bijzonder vrouwenhandel en kinderhandel, tot aanvulling van het Verdrag van de Verenigde Naties tegen grensoverschrijdende georganiseerde misdaad, en het Verdrag van de IAO betreffende het verbod op en de onmiddellijke actie voor de uitbanning van de ergste vormen van kinderarbeid;

Indachtig het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie ter bestrijding van seksuele uitbuiting van kinderen en kinderpornografie (2004/68/JHA), het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie inzake de status van het slachtoffer in de strafprocedure ((2001/220/JHA), en het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie inzake bestrijding van mensenhandel (2002/629/JHA);

Op gepaste wijze rekening houdend met andere relevante internationale instrumenten en programma's op dit gebied, met name de Verklaring van Stockholm en het Actieprogramma, aangenomen op het eerste Wereldcongres tegen commerciële seksuele exploitatie van kinderen (27-31 augustus 1996), de « Yokohama Global Commitment », aangenomen op het tweede Wereldcongres tegen commerciële seksuele exploitatie van kinderen (17-20 december 2001), de « Budapest Commitment » en het actieplan, aangenomen op de voorbereidende conferentie van het tweede Wereldcongres tegen commerciële seksuele exploitatie van kinderen (20-21 november 2001), Resolutie S-27/2 van de algemene Vergadering van de Verenigde Naties « A world fit for children », en het driejarenprogramma « Building a Europe for and with children », aangenomen na de derde top en in gang gezet door de Conferentie van Monaco (4-5 april 2006);

Vastbesloten een effectieve bijdrage te leveren aan het gemeenschappelijke doel, namelijk het beschermen van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik, ongeacht wie de dader is, en het bieden van hulp aan de slachtoffers;

Tenant compte de la nécessité d'élaborer un instrument international global qui soit centré sur les aspects liés à la prévention, la protection et le droit pénal en matière de lutte contre toutes les formes d'exploitation et d'abus sexuel concernant des enfants, et qui mette en place un mécanisme de suivi spécifique;

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet, principe de non-discrimination et définitions*

Article 1^{er}

Objet

1. La présente Convention a pour objet :

- a. de prévenir et de combattre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants;
- b. de protéger les droits des enfants victimes d'exploitation et d'abus sexuels;
- c. de promouvoir la coopération nationale et internationale contre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants.

2. Afin d'assurer une mise en œuvre efficace de ses dispositions par les Parties, la présente Convention met en place un mécanisme de suivi spécifique.

Article 2

Principe de non-discrimination

La mise en œuvre de la présente Convention par les Parties, en particulier le bénéfice des mesures visant à protéger les droits des victimes, doit être assurée sans discrimination aucune, fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toutes autres opinions, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, l'orientation sexuelle, l'état de santé, le handicap ou toute autre situation.

Article 3

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

- a. le terme « enfant » désigne toute personne âgée de moins de 18 ans;
- b. l'expression « exploitation et abus sexuels concernant des enfants » inclut les comportements visés aux articles 18 à 23 de la présente Convention;
- c. le terme « victime » désigne tout enfant victime d'exploitation ou d'abus sexuels.

CHAPITRE II. — *Mesures préventives*

Article 4

Principes

Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour prévenir toute forme d'exploitation et d'abus sexuels concernant des enfants et pour protéger ces derniers.

Article 5

Recrutement, formation et sensibilisation des personnes travaillant au contact des enfants

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour promouvoir la sensibilisation à la protection et aux droits de l'enfant des personnes amenées à avoir des contacts réguliers avec des enfants dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la protection sociale, de la justice, des forces de l'ordre ainsi que dans les secteurs relatifs aux activités sportives, culturelles et de loisirs.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les personnes visées au paragraphe 1^{er} aient une connaissance adéquate de l'exploitation et des abus sexuels concernant des enfants, des moyens de les détecter et de la possibilité prévue à l'article 12, paragraphe 1^{er}.

3. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires, conformément à son droit interne, pour que les conditions d'accès aux professions dont l'exercice comporte de manière habituelle des contacts avec les enfants permettent de s'assurer que les candidats à ces professions n'ont pas été condamnés pour des actes d'exploitation ou d'abus sexuels concernant des enfants.

Rekening houdend met de noodzaak een veelomvattend internationaal instrument op te stellen dat zich richt op de preventieve, beschermende en strafrechtelijke aspecten van de strijd tegen alle vormen van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen en op het opzetten van een specifiek mechanisme voor toezicht;

Zijn het volgende overeengekomen :

HOOFDSTUK I. — *Doelstellingen, beginsel van non-discriminatie en begripsomschrijvingen*

Artikel 1

Doelstellingen

1. De doelstellingen van dit Verdrag zijn :

- a. het voorkomen en bestrijden van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen;
- b. het beschermen van de rechten van kinderen die het slachtoffer zijn van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik;
- c. het bevorderen van nationale en internationale samenwerking bij de bestrijding van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen.

2. Teneinde de doeltreffende uitvoering van de bepalingen door de Partijen te waarborgen, wordt bij dit Verdrag een specifiek mechanisme voor toezicht ingesteld.

Artikel 2

Beginsel van non-discriminatie

De uitvoering van de bepalingen van dit Verdrag door de Partijen, met name het genot van maatregelen ter bescherming van de rechten van slachtoffers, wordt gewaarborgd zonder enige discriminatie op welke grond dan ook, zoals geslacht, ras, kleur, taal, godsdienst, politieke of andere mening, nationale of maatschappelijke afkomst, het behoren tot een nationale minderheid, vermogen, geboorte, seksuele geaardheid, gezondheid, handicap of andere status.

Artikel 3

Begripsomschrijvingen

Voor de toepassing van dit Verdrag wordt verstaan onder :

- a. kind » iedere persoon jonger dan achttien jaar;
- b. seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen » het gedrag zoals bedoeld in de artikelen 18 tot en met 23 van dit Verdrag;
- c. slachtoffer » elk kind dat onderworpen is aan seksuele uitbuiting of seksueel misbruik.

HOOFDSTUK II. — *Preventieve maatregelen*

Artikel 4

Beginselen

Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om alle vormen van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen te voorkomen en om kinderen te beschermen.

Artikel 5

Werving, training en bewustmaking van personen die tijdens hun werk met kinderen in aanraking komen

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om bij personen die regelmatig met kinderen in aanraking komen in de sectoren onderwijs, gezondheidszorg, sociale bescherming, justitie en rechtshandhaving en op gebieden die verband houden met sport, cultuur en recreatie, bewustzijn te stimuleren inzake de bescherming en rechten van kinderen.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de in het eerste lid bedoelde personen toereikende kennis bezitten op het gebied van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen, van de wijzen om dit vast te stellen en van de mogelijkheid genoemd in artikel 12, eerste lid.

3. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen, in overeenstemming met haar nationale recht, die nodig zijn om ervoor te zorgen dat in de voorwaarden voor toegang tot de beroepen waarbij men regelmatig in aanraking komt met kinderen waarborgen zijn ingebouwd dat de kandidaten voor deze beroepen nooit zijn veroordeeld wegens seksuele uitbuiting of seksueel misbruik van kinderen.

Article 6

Education des enfants

Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les enfants reçoivent, au cours de la scolarité primaire et secondaire, des informations sur les risques d'exploitation et d'abus sexuels, ainsi que sur les moyens de se protéger, adaptées à leur stade de développement. Cette information, dispensée, le cas échéant, en association avec les parents, s'inscrit dans une information plus générale sur la sexualité et porte une attention particulière aux situations à risque, notamment celles résultant de l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Article 7

Programmes ou mesures d'intervention préventive

Chaque Partie veille à ce que les personnes qui craignent pouvoir commettre l'une des infractions établies conformément à la présente Convention puissent accéder, le cas échéant, à des programmes ou mesures d'intervention efficaces destinés à évaluer et à prévenir les risques de passage à l'acte.

Article 8

Mesures à l'égard du public

1. Chaque Partie promeut ou organise des campagnes de sensibilisation qui informent le public sur le phénomène de l'exploitation et des abus sexuels concernant des enfants et les mesures préventives qui peuvent être prises.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour prévenir ou interdire la diffusion de matériels qui font la publicité des infractions établies conformément à la présente Convention.

Article 9

Participation des enfants, du secteur privé, des médias et de la société civile

1. Chaque Partie encourage la participation des enfants, selon leur stade de développement, à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques, des programmes publics ou autres portant sur la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants.

2. Chaque Partie encourage le secteur privé, notamment les secteurs des technologies de communication et de l'information, l'industrie du tourisme et du voyage et les secteurs bancaires et financiers, ainsi que la société civile, à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques de prévention de l'exploitation et des abus sexuels concernant des enfants, et à mettre en œuvre des normes internes à travers l'autorégulation ou la corégulation.

3. Chaque Partie encourage les médias à fournir une information appropriée concernant tous les aspects de l'exploitation et des abus sexuels concernant des enfants, dans le respect de l'indépendance des médias et de la liberté de la presse.

4. Chaque Partie encourage le financement, y compris, le cas échéant, par la création de fonds, des projets et programmes pris en charge par la société civile en vue de prévenir et de protéger les enfants contre l'exploitation et les abus sexuels.

CHAPITRE III. — *Autorités spécialisées et instances de coordination*

Article 10

Mesures nationales de coordination et de collaboration

1. Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour assurer la coordination au plan national ou local entre les différentes instances chargées de la protection des enfants, la prévention et la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants, notamment le secteur de l'éducation et de la santé, les services sociaux, les forces de l'ordre et les autorités judiciaires.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour mettre en place ou désigner :

a. des institutions nationales ou locales indépendantes compétentes pour la promotion et la protection des droits de l'enfant, en veillant à ce qu'elles soient dotées de ressources et de responsabilités spécifiques;

Artikel 6

Voorlichting voor kinderen

Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat kinderen, tijdens het basisonderwijs en voortgezet onderwijs, informatie krijgen over de gevaren van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik, alsmede over de middelen om zichzelf te beschermen, aangepast aan hun ontwikkelingsniveau. Deze informatie, die, in voorkomend geval, in samenwerking met ouders wordt gegeven, wordt geplaatst in een bredere context van informatie over seksualiteit en besteedt in het bijzonder aandacht aan risicosituaties, met name die waarbij het gebruik van nieuwe informatie- en communicatietechnologieën een rol speelt.

Artikel 7

Preventieve interventieprogramma's en -maatregelen

Elke Partij waarborgt dat personen die vrezen dat zij mogelijk een van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten zullen plegen, toegang hebben, in voorkomend geval, tot effectieve interventieprogramma's of -maatregelen bedoeld om het risico dat de feiten worden gepleegd te evalueren en te voorkomen.

Artikel 8

Maatregelen gericht op het algemene publiek

1. Elke Partij voert bewustwordingscampagnes uit, of bevordert deze, gericht op het algemene publiek waarin informatie wordt gegeven over het verschijnsel seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen en over preventieve maatregelen die kunnen worden genomen.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om de verspreiding van materiaal waarin de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten worden gepromoot, te voorkomen of te verbieden.

Artikel 9

Participatie van kinderen, de particuliere sector, de media en het maatschappelijk middenveld

1. Elke Partij bevordert de participatie van kinderen, al naargelang hun ontwikkelingsniveau, in de ontwikkeling en uitvoering van beleid, programma's of andere initiatieven met betrekking tot het bestrijden van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen.

2. Elke Partij moedigt de particuliere sector, met name de informatie- en communicatietechnologiesector, de toerisme- en reissector en de bancaire en financiële sector, alsmede het maatschappelijk middenveld, aan te participeren in de uitwerking en uitvoering van beleid ter voorkoming van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen en interne normen in te voeren via zelfregulering en co-regulering.

3. Elke Partij moedigt de media aan passende informatie te geven over alle aspecten van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen, met zorgvuldige inachtneming van de onafhankelijkheid van de media en de persvrijheid.

4. Elke Partij bevordert de financiering, onder andere, in voorkomend geval, door het instellen van fondsen, van projecten en programma's die worden uitgevoerd door het maatschappelijk middenveld en gericht zijn op het voorkomen en het beschermen van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik.

HOOFDSTUK III

Gespecialiseerde autoriteiten en coördinerende instanties

Artikel 10

Nationale maatregelen inzake coördinatie en samenwerking

1. Elke Partij neemt de maatregelen die nodig zijn om de coördinatie op nationaal of lokaal niveau te waarborgen tussen de verschillende instellingen die verantwoordelijk zijn voor de bescherming tegen, voorkoming en bestrijding van de seksuele uitbuiting en het seksueel misbruik van kinderen, met name de sectoren onderwijs, gezondheid en sociale dienstverlening en de rechtshandhavende en gerechtelijke autoriteiten.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om het volgende in te stellen of aan te wijzen :

a. onafhankelijke bevoegde nationale of lokale instellingen voor de bevordering en bescherming van de rechten van het kind, waarbij gewaarborgd wordt dat deze over specifieke middelen en verantwoordelijkheden beschikken;

b. des mécanismes de recueil de données ou des points d'information, au niveau national ou local et en coopération avec la société civile, permettant, dans le respect des exigences liées à la protection des données à caractère personnel, l'observation et l'évaluation des phénomènes d'exploitation et d'abus sexuels concernant des enfants.

3. Chaque Partie encourage la coopération entre les pouvoirs publics compétents, la société civile et le secteur privé, afin de mieux prévenir et combattre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants.

CHAPITRE IV. — Mesures de protection et assistance aux victimes

Article 11

Principes

1. Chaque Partie établit des programmes sociaux efficaces et met en place des structures pluridisciplinaires visant à fournir l'appui nécessaire aux victimes, à leurs parents proches et à ceux auxquels elles sont confiées.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que, en cas d'incertitude sur l'âge de la victime et lorsqu'il existe des raisons de croire qu'elle est un enfant, les mesures de protection et d'assistance prévues pour les enfants lui soient accordées, dans l'attente que son âge soit vérifié et établi.

Article 12

Signalement des soupçons d'exploitation ou d'abus sexuels

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les règles de confidentialité imposées par le droit interne à certains professionnels amenés à travailler en contact avec des enfants ne fassent pas obstacle à la possibilité, pour ces professionnels, de signaler aux services chargés de la protection de l'enfance, toute situation d'un enfant pour lequel ils ont des motifs raisonnables de croire qu'il est victime d'exploitation ou d'abus sexuels.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour encourager toute personne ayant connaissance ou suspectant, de bonne foi, des faits d'exploitation ou d'abus sexuels concernant des enfants à les signaler aux services compétents.

Article 13

Services d'assistance

Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour encourager et soutenir la mise en place de services de communication, tels que des lignes téléphoniques ou internet, permettant de prodiguer des conseils aux appelants, même confidentiellement ou dans le respect de leur anonymat.

Article 14

Assistance aux victimes

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour assister, à court et à long termes, les victimes en vue d'assurer leur rétablissement physique et psychosocial. Les mesures prises en application du présent paragraphe tiennent dûment compte des vues, besoins et préoccupations de l'enfant.

2. Chaque Partie prend des mesures, selon les conditions prévues par son droit interne, afin de coopérer avec les organisations non gouvernementales, d'autres organisations compétentes ou d'autres éléments de la société civile, engagés dans l'assistance aux victimes.

3. Lorsque les parents ou les personnes auxquelles l'enfant est confié sont impliqués dans les faits d'exploitation ou d'abus sexuels commis à son encontre, les procédures d'intervention prises en application du paragraphe 1^{er} de l'article 11 comportent :

- la possibilité d'éloigner l'auteur présumé des faits;
- la possibilité de retirer la victime de son milieu familial. Les modalités et la durée de ce retrait sont déterminées conformément à l'intérêt supérieur de l'enfant.

4. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les proches de la victime puissent bénéficier, le cas échéant, d'une aide thérapeutique, notamment d'un soutien psychologique d'urgence.

b. mechanismen voor het verzamelen van gegevens of aanspreekpunten, op nationaal of lokaal niveau en in samenwerking met het maatschappelijk middenveld, met als doel het onderzoeken en evalueren van het verschijnsel seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen, met inachtneming van de vereisten inzake de bescherming van persoonsgegevens.

3. Elke Partij moedigt de samenwerking aan tussen de bevoegde overheidsinstanties, het maatschappelijk middenveld en de particuliere sector, met als doel effectievere preventie en bestrijding van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen.

HOOFDSTUKIV

Beschermende maatregelen en hulp aan slachtoffers

Artikel 11

Beginselen

1. Elke Partij stelt effectieve sociale programma's en multidisciplinaire structuren in om slachtoffers, hun naaste familie en elke persoon aan wiens zorg zij zijn toevertrouwd de noodzakelijke ondersteuning te bieden.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat, wanneer er onzekerheid bestaat over de leeftijd van het slachtoffer en er gronden zijn om aan te nemen dat het slachtoffer een kind is, aan het betreffende slachtoffer de beschermende maatregelen en hulp waarin voor kinderen is voorzien worden verleend, in afwachting van verificatie van zijn leeftijd.

Artikel 12

Melden van de verdenking van seksuele uitbuiting of seksueel misbruik

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de regels inzake vertrouwelijkheid die door het nationale recht worden opgelegd aan bepaalde beroepsbeoefenaars die in het kader van hun werk met kinderen in aanraking komen, geen belemmering vormen voor de mogelijkheid, voor deze beroepsbeoefenaars, bij de diensten die voor de bescherming van kinderen verantwoordelijk zijn melding te maken van elke situatie van een kind ten aanzien waarvan zij redelijke gronden hebben om aan te nemen dat het slachtoffer is van seksuele uitbuiting of seksueel misbruik.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om elke persoon die op de hoogte is van, of, te goeder trouw, het vermoeden heeft van seksuele uitbuiting of seksueel misbruik van kinderen, aan te moedigen deze feiten bij de bevoegde diensten te melden.

Artikel 13

Hulplijnen

Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om de instelling van informatiediensten, zoals telefonische lijnen en internethulplijnen, die callers informatie geven, zelfs op basis van vertrouwelijkheid of met inachtneming van hun anonimiteit, aan te moedigen en te ondersteunen.

Artikel 14

Hulp aan slachtoffers

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om slachtoffers te helpen, op de korte en lange termijn, bij hun fysieke en psychosociale herstel. Bij de uit hoofde van dit lid genomen maatregelen wordt zorgvuldig rekening gehouden met de opvattingen, behoeften en zorgen van het kind.

2. Elke Partij neemt maatregelen, onder de voorwaarden voorzien in haar nationale recht, om samen te werken met niet-gouvernementele organisaties, andere relevante organisaties of onderdelen van het maatschappelijk middenveld die zich bezighouden met hulp aan slachtoffers.

3. Wanneer de ouders of verzorgers betrokken zijn bij de seksuele uitbuiting of het seksueel misbruik van een kind, omvatten de ingevolge artikel 11, eerste lid, ingezette interventie maatregelen, onder andere :

- de mogelijkheid de vermeende dader te verwijderen;
- de mogelijkheid het slachtoffer uit zijn gezinssituatie te verwijderen. De voorwaarden en duur van een dergelijke verwijdering worden vastgesteld in overeenstemming met de belangen van het kind.

4. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de naasten van het slachtoffer, in voorkomend geval, een beroep kunnen doen op therapeutische ondersteuning, met name acute psychische hulp.

CHAPITRE V. — Programmes ou mesures d'intervention

Article 15

Principes généraux

1. Chaque Partie prévoit ou promet, conformément à son droit interne, des programmes ou mesures d'intervention efficaces pour les personnes visées à l'article 16, paragraphes 1^{er} et 2, en vue de prévenir et de minimiser les risques de réitération d'infractions à caractère sexuel sur des enfants. Ces programmes ou mesures doivent être accessibles à tout moment de la procédure, en milieu carcéral et à l'extérieur, selon les conditions définies par le droit interne.

2. Chaque Partie prévoit ou promet, conformément à son droit interne, le développement de partenariats ou autres formes de coopération entre les autorités compétentes, notamment les services de santé et les services sociaux, et les autorités judiciaires et autres en charge du suivi des personnes visées à l'article 16, paragraphes 1^{er} et 2.

3. Chaque Partie prévoit, conformément à son droit interne, d'effectuer une évaluation de la dangerosité et des risques de réitération éventuels d'infractions établies conformément à la présente Convention des personnes visées à l'article 16, paragraphes 1^{er} et 2, dans le but d'identifier les programmes ou mesures appropriés.

4. Chaque Partie prévoit, conformément à son droit interne, d'effectuer une évaluation de l'efficacité des programmes et mesures d'intervention mis en œuvre.

Article 16

Destinataires des programmes et mesures d'intervention

1. Chaque Partie prévoit, conformément à son droit interne, que les personnes poursuivies pour l'une des infractions établies conformément à la présente Convention, puissent accéder aux programmes ou mesures mentionnés à l'article 15, paragraphe 1^{er}, dans des conditions qui ne soient ni préjudiciables ni contraires aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial, et notamment dans le respect des règles qui régissent le principe de la présomption d'innocence.

2. Chaque Partie prévoit, conformément à son droit interne, que les personnes condamnées pour avoir commis l'une des infractions établies conformément à la présente Convention puissent accéder aux programmes ou mesures mentionnés à l'article 15, paragraphe 1^{er}.

3. Chaque Partie prévoit, conformément à son droit interne, que des programmes ou mesures d'intervention soient mis en place ou adaptés pour répondre aux besoins liés au développement des enfants qui ont commis des infractions à caractère sexuel, y compris ceux en deçà de l'âge de la responsabilité pénale, afin de traiter leurs problèmes de comportement sexuel.

Article 17

Information et consentement

1. Chaque Partie prévoit, conformément à son droit interne, que les personnes visées à l'article 16 auxquelles des programmes ou mesures d'intervention sont proposés, soient pleinement informées des raisons de cette proposition et qu'elles consentent au programme ou à la mesure en parfaite connaissance de cause.

2. Chaque Partie prévoit, conformément à son droit interne, que les personnes auxquelles des programmes ou mesures d'intervention sont proposés puissent les refuser et, s'il s'agit de personnes condamnées, qu'elles soient informées des conséquences éventuelles qui pourraient s'attacher à leur refus.

CHAPITRE VI. — Droit pénal matériel

Article 18

Abus sexuels

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale les comportements intentionnels suivants :

a. le fait de se livrer à des activités sexuelles avec un enfant qui, conformément aux dispositions pertinentes du droit national, n'a pas atteint l'âge légal pour entretenir des activités sexuelles;

b. le fait de se livrer à des activités sexuelles avec un enfant :

— en faisant usage de la contrainte, de la force ou de menaces; ou

HOOFDSTUK V. — Interventieprogramma's of -maatregelen

Artikel 15

Algemene beginselen

1. Elke Partij voorziet in of bevordert, in overeenstemming met haar nationale recht, effectieve interventieprogramma's of -maatregelen voor de personen bedoeld in artikel 16, eerste en tweede lid, met het oog op het voorkomen en tot een minimum terugbrengen van het risico op herhaling van zedendelicten tegen kinderen. Dergelijke programma's of maatregelen dienen op elk tijdstip tijdens de procedure toegankelijk te zijn, zowel binnen als buiten penitentiaire inrichtingen, in overeenstemming met de in het nationale recht vastgelegde voorwaarden.

2. Elke Partij voorziet in of bevordert, in overeenstemming met haar nationale recht, de ontwikkeling van partnerschappen of andere vormen van samenwerking tussen de bevoegde autoriteiten, met name de gezondheidsdiensten en de sociale diensten, en de gerechtelijke autoriteiten en andere instanties die verantwoordelijk zijn voor het volgen van de personen bedoeld in artikel 16, eerste en tweede lid.

3. Elke Partij voorziet, in overeenstemming met haar nationale recht, in een beoordeling van het gevaar en de mogelijke risico's van recidive van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten door de personen bedoeld in artikel 16, eerste en tweede lid, met als doel het vaststellen van passende programma's of maatregelen.

4. Elke Partij voorziet, in overeenstemming met haar nationale recht, in een beoordeling van de effectiviteit van de toegepaste programma's en maatregelen.

Artikel 16

Personen voor wie de interventieprogramma's en -maatregelen bedoeld zijn

1. Elke Partij waarborgt dat, in overeenstemming met haar nationale recht, personen die strafrechtelijk worden vervolgd wegens een van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten toegang hebben tot de in artikel 15, eerste lid, genoemde programma's of maatregelen, onder voorwaarden die geen negatieve gevolgen hebben voor of in strijd zijn met de rechten van de verdediging en de vereisten van een eerlijk en onpartijdig proces, en met name met inachtneming van het beginsel van het vermoeden van onschuld.

2. Elke Partij waarborgt, in overeenstemming met haar nationale recht, dat personen die veroordeeld zijn wegens het plegen van een van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten, toegang kunnen krijgen tot de in artikel 15, eerste lid, genoemde programma's of maatregelen.

3. Elke Partij waarborgt, in overeenstemming met haar nationale recht, dat er interventieprogramma's of -maatregelen worden ontwikkeld voor of aangepast aan de ontwikkelingsbehoeften van kinderen die een zedendelict plegen, met inbegrip van degenen die onder de leeftijd zijn waarop zij strafrechtelijk aansprakelijk kunnen worden gesteld, met het oog op de behandeling van hun seksuele gedragsproblemen.

Artikel 17

Informatie en toestemming

1. Elke Partij waarborgt, in overeenstemming met haar nationale recht, dat de in artikel 16 bedoelde personen aan wie interventieprogramma's of -maatregelen zijn voorgesteld volledig worden geïnformeerd over de redenen voor het voorstel en met volledige kennis van de feiten toestemmen in deelname aan het programma of de maatregel.

2. Elke Partij waarborgt dat, in overeenstemming met haar nationale recht, personen aan wie interventieprogramma's of -maatregelen zijn voorgesteld deze kunnen weigeren en, in het geval van veroordeelde personen, dat zij op de hoogte worden gesteld van de mogelijke gevolgen van deze weigering.

HOOFDSTUK VI. — Materieel strafrecht

Artikel 18

Seksueel misbruik

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de volgende opzettelijke gedragingen strafbaar worden gesteld :

a. het aangaan van seksuele handelingen met een kind dat, volgens de relevante bepalingen van het nationale recht, nog niet de leeftijd van seksuele meerderjarigheid heeft bereikt;

b. het aangaan van seksuele handelingen met een kind wanneer :

— gebruik is gemaakt van dwang, geweld of bedreigingen; of

— en abusant d'une position reconnue de confiance, d'autorité ou d'influence sur l'enfant, y compris au sein de la famille; ou

— en abusant d'une situation de particulière vulnérabilité de l'enfant, notamment en raison d'un handicap physique ou mental ou d'une situation de dépendance.

2. Pour l'application du paragraphe 1^{er}, chaque Partie détermine l'âge en deçà duquel il n'est pas permis de se livrer à des activités sexuelles avec un enfant.

3. Les dispositions du paragraphe 1^{er}.a n'ont pas pour objet de régir les activités sexuelles consenties entre mineurs.

Article 19

Infractions se rapportant à la prostitution enfantine

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale les comportements intentionnels suivants :

a. le fait de recruter un enfant pour qu'il se livre à la prostitution ou de favoriser la participation d'un enfant à la prostitution;

b. le fait de contraindre un enfant à se livrer à la prostitution ou d'en tirer profit ou d'exploiter un enfant de toute autre manière à de telles fins;

c. le fait d'avoir recours à la prostitution d'un enfant.

2. Aux fins du présent article, l'expression « prostitution enfantine » désigne le fait d'utiliser un enfant aux fins d'activités sexuelles, en offrant ou en promettant de l'argent ou toute autre forme de rémunération, de paiement ou d'avantage, que cette rémunération, ce paiement, cette promesse ou cet avantage soit fait à l'enfant ou à un tiers.

Article 20

Infractions se rapportant à la pornographie enfantine

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale les comportements intentionnels suivants, lorsqu'ils sont commis sans droit :

a. la production de pornographie enfantine;

b. l'offre ou la mise à disposition de pornographie enfantine;

c. la diffusion ou la transmission de pornographie enfantine;

d. le fait de se procurer ou de procurer à autrui de la pornographie enfantine;

e. la possession de pornographie enfantine;

f. le fait d'accéder, en connaissance de cause et par le biais des technologies de communication et d'information, à de la pornographie enfantine.

2. Aux fins du présent article, l'expression « pornographie enfantine » désigne tout matériel représentant de manière visuelle un enfant se livrant à un comportement sexuellement explicite, réel ou simulé, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant à des fins principalement sexuelles.

3. Chaque Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer, en tout ou en partie, le paragraphe 1^{er}.a et e à la production et à la possession :

— de matériel pornographique constitué exclusivement de représentations simulées ou d'images réalistes d'un enfant qui n'existe pas;

— de matériel pornographique impliquant des enfants ayant atteint l'âge fixé en application de l'article 18, paragraphe 2, lorsque ces images sont produites et détenues par ceux-ci, avec leur accord et uniquement pour leur usage privé.

4. Chaque Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer, en tout ou en partie, le paragraphe 1^{er}.f.

Article 21

Infractions se rapportant à la participation d'un enfant à des spectacles pornographiques

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale les comportements intentionnels suivants :

a. le fait de recruter un enfant pour qu'il participe à des spectacles pornographiques ou de favoriser la participation d'un enfant à de tels spectacles;

b. le fait de contraindre un enfant à participer à des spectacles pornographiques ou d'en tirer profit ou d'exploiter un enfant de toute autre manière à de telles fins;

c. le fait d'assister, en connaissance de cause, à des spectacles pornographiques impliquant la participation d'enfants.

— misbruik wordt gemaakt van een erkende positie van vertrouwen, gezag of invloed jegens het kind, waaronder binnen de familie; of

— misbruik wordt gemaakt van de bijzonder kwetsbare situatie van het kind, met name vanwege een verstandelijke of lichamelijke handicap of een afhankelijkheidssituatie.

2. Voor de toepassing van het eerste lid van dit artikel bepaalt elke Partij de leeftijd waaronder het verboden is seksuele handelingen met een kind aan te gaan.

3. De bepalingen van het eerste lid, onderdeel a, zijn niet bedoeld als zijnde van toepassing op vrijwillige seksuele handelingen tussen minderjarigen.

Artikel 19

Strafbare feiten met betrekking tot kinderprostitutie

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de volgende opzettelijke gedragingen strafbaar worden gesteld :

a. het werven van een kind voor prostitutie of ervoor zorgen dat een kind deelneemt aan prostitutie;

b. het dwingen van een kind tot prostitutie of daar voordeel uit trekken, dan wel anderszins een kind uitbuiten met een dergelijk oogmerk;

c. het toevlucht nemen tot kinderprostitutie.

Voor de toepassing van dit artikel wordt onder het begrip « kinderprostitutie » verstaan het feit dat een kind wordt gebruikt voor seksuele activiteiten waarbij bij wijze van betaling geld of een andere vorm van beloning of vergoeding wordt gegeven of beloofd, ongeacht of deze betaling, belofte of vergoeding aan het kind of een derde wordt gegeven of gedaan.

Artikel 20

Strafbare feiten met betrekking tot kinderpornografie

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de volgende opzettelijke gedragingen, indien wederrechtelijk gepleegd, strafbaar worden gesteld :

a. het vervaardigen van kinderpornografie;

b. het aanbieden of ter beschikking stellen van kinderpornografie;

c. het verspreiden of uitzenden van kinderpornografie;

d. het, al dan niet voor een derde, verwerven van kinderpornografie;

e. het in bezit hebben van kinderpornografie;

f. het zich, door middel van informatie- en communicatietechnologie welbewust toegang verschaffen tot kinderpornografie.

2. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder het begrip « kinderpornografie » verstaan elk materiaal dat een visuele weergave behelst van een kind dat betrokken is bij werkelijke of gesimuleerde expliciete seksuele gedragingen of elke afbeelding van de geslachtsorganen van een kind voor primair seksuele doeleinden.

Elke Partij kan zich het recht voorbehouden het eerste lid, onderdelen a en e, gedeeltelijk of geheel niet toe te passen op de vervaardiging en het bezit van pornografisch materiaal :

— dat uitsluitend bestaat uit gesimuleerde weergaven of realistische afbeeldingen van een niet-bestaand kind;

— waarbij kinderen betrokken zijn die de ingevolge artikel 18, tweede lid, vastgestelde leeftijd hebben bereikt, wanneer deze beelden met hun instemming door hen zijn vervaardigd en in hun bezit zijn en uitsluitend bestemd zijn voor hun eigen gebruik.

Elke Partij kan zich het recht voorbehouden het eerste lid, onderdeel f, gedeeltelijk of geheel niet toe te passen.

Artikel 21

Strafbare feiten met betrekking tot de deelname van een kind aan pornografische voorstellingen

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de volgende opzettelijke gedragingen strafbaar worden gesteld :

a. het werven van een kind voor deelname aan pornografische voorstellingen of ervoor zorgen dat een kind deelneemt aan dergelijke voorstellingen;

b. het dwingen van een kind tot deelname aan pornografische voorstellingen of daar voordeel uit trekken, dan wel anderszins een kind uitbuiten met een dergelijk oogmerk;

c. het welbewust bijwonen van pornografische voorstellingen waarbij kinderen betrokken zijn.

2. Chaque Partie peut se réserver le droit de limiter l'application du paragraphe 1.c aux situations où des enfants ont été recrutés ou contraints conformément au paragraphe 1.a ou b.

Article 22

Corruption d'enfants

Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale le fait intentionnel de faire assister, à des fins sexuelles, un enfant n'ayant pas atteint l'âge fixé en application de l'article 18, paragraphe 2, même sans qu'il y participe, à des abus sexuels ou à des activités sexuelles.

Article 23

Sollicitation d'enfants à des fins sexuelles

Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale le fait pour un adulte de proposer intentionnellement, par le biais des technologies de communication et d'information, une rencontre à un enfant n'ayant pas atteint l'âge fixé en application de l'article 18, paragraphe 2, dans le but de commettre à son encontre une infraction établie conformément aux articles 18, paragraphe 1^{er}.a, ou 20, paragraphe 1^{er}.a, lorsque cette proposition a été suivie d'actes matériels conduisant à ladite rencontre.

Article 24

Complicité et tentative

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale toute complicité lorsqu'elle est commise intentionnellement en vue de la perpétration d'une des infractions établies conformément à la présente Convention.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour ériger en infraction pénale toute tentative intentionnelle de commettre l'une des infractions établies conformément à la présente Convention.

3. Chaque Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer, en tout ou en partie, le paragraphe 2 aux infractions établies conformément à l'article 20, paragraphe 1^{er}.b, d, e et f, à l'article 21, paragraphe 1^{er}.c, à l'article 22 et à l'article 23.

Article 25

Compétence

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour établir sa compétence à l'égard de toute infraction pénale établie conformément à la présente Convention, lorsque l'infraction est commise :

- a. sur son territoire; ou
- b. à bord d'un navire battant pavillon de cette Partie; ou
- c. à bord d'un aéronef immatriculé selon les lois de cette Partie; ou
- d. par un de ses ressortissants; ou
- e. par une personne ayant sa résidence habituelle sur son territoire.

2. Chaque Partie s'efforce de prendre les mesures législatives ou autres nécessaires pour établir sa compétence à l'égard de toute infraction pénale établie conformément à la présente Convention, lorsque l'infraction est commise à l'encontre de l'un de ses ressortissants ou d'une personne ayant sa résidence habituelle sur son territoire.

3. Chaque Partie peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, dans une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, déclarer qu'elle se réserve le droit de ne pas appliquer, ou de n'appliquer que dans des cas ou conditions spécifiques, les règles de compétence définies au paragraphe 1.e du présent article.

4. Pour la poursuite des infractions établies conformément aux articles 18, 19, 20, paragraphe 1^{er}.a, et 21, paragraphe 1^{er}.a et b, de la présente Convention, chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que l'établissement de sa compétence au titre du point d du paragraphe 1^{er} ne soit pas subordonnée à la condition que les faits soient également punissables au lieu où ils ont été commis.

5. Chaque Partie peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de

2. Elke Partij kan zich het recht voorbehouden de toepassing van het eerste lid, onderdeel c, te beperken tot gevallen waarin kinderen zijn geworven of gedwongen in overeenstemming met het eerste lid, onderdeel a of b.

Artikel 22

Corrumperen van kinderen

Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn voor het strafbaar stellen van het opzettelijk getuige laten zijn, voor seksuele doeleinden, van een kind dat de ingevolge artikel 18, tweede lid, vastgestelde leeftijd niet heeft bereikt, van seksueel misbruik of seksuele activiteiten, ook zonder dat het kind daaraan moet deelnemen.

Artikel 23

Benaderen van kinderen voor seksuele doeleinden

Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn voor het strafbaar stellen van het doen van een voorstel, door middel van informatie- en communicatietechnologie, door een volwassene aan een kind dat de ingevolge artikel 18, tweede lid, vastgestelde leeftijd niet heeft bereikt, tot een ontmoeting met als vooropgezet doel het plegen van een overeenkomstig artikel 18, eerste lid, onderdeel a, of artikel 20, eerste lid, onderdeel a, strafbaar gesteld feit tegen hem of haar, wanneer dit voorstel is gevolgd door materiële handelingen die tot een dergelijke ontmoeting leiden.

Artikel 24

Medeplichtigheid of uitlokking en poging

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om medeplichtigheid aan of uitlokking van een van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten, indien zulks opzettelijk geschiedt, strafbaar te stellen.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om een poging tot het plegen van een van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten, indien zulks opzettelijk geschiedt, strafbaar te stellen.

3. Elke Partij kan zich het recht voorbehouden het tweede lid gedeeltelijk of geheel niet toe te passen op de overeenkomstig artikel 20, eerste lid, onderdelen b, d, e en f, artikel 21, eerste lid, onderdeel c, en de artikelen 22 en 23 strafbaar gestelde feiten.

Artikel 25

Rechtsmacht

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om haar rechtsmacht te vestigen met betrekking tot een overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gesteld feit, indien dit strafbare feit wordt gepleegd :

- a. op haar grondgebied; of
- b. aan boord van een schip dat onder de vlag van die Partij vaart; of
- c. aan boord van een luchtvaartuig dat overeenkomstig de wetgeving van die Partij staat ingeschreven; of
- d. door een van haar onderdanen; of
- e. door een persoon die op het grondgebied van die Partij zijn of haar vaste verblijfplaats heeft.

2. Elke Partij streeft ernaar de wetgevende of andere maatregelen te nemen die nodig zijn om haar rechtsmacht te vestigen met betrekking tot een van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten wanneer het feit gepleegd is tegen een van haar onderdanen of een persoon die op het grondgebied van die Partij zijn of haar vaste verblijfplaats heeft.

3. Elke Partij kan, op het tijdstip van ondertekening of bij de neerlegging van haar akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring of toetreding, door middel van een verklaring gericht aan de secretaris-generaal van de Raad van Europa verklaren dat zij zich het recht voorbehoudt de regels betreffende rechtsmacht vastgesteld in het eerste lid, onderdeel e, van dit artikel, niet toe te passen of slechts in specifieke gevallen of omstandigheden toe te passen.

4. Voor de vervolging van de ingevolge de artikelen 18, 19, 20, eerste lid, onderdeel a, en 21, eerste lid, onderdelen a en b, van dit Verdrag strafbaar gestelde feiten, neemt elke Partij de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat haar rechtsmacht uit hoofde van het eerste lid, onderdeel d, niet afhankelijk wordt gesteld van de voorwaarde dat de feiten strafbaar zijn op de plaats waar zij zijn gepleegd.

5. Elke Partij kan, op het tijdstip van ondertekening of bij de neerlegging van haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, door middel van een verklaring gericht aan de

l'Europe, déclarer qu'elle se réserve le droit de limiter l'application du paragraphe 4 du présent article en ce qui concerne les infractions établies conformément à l'article 18, paragraphe 1^{er}.b, deuxième et troisième tirets, aux cas où son ressortissant a sa résidence habituelle sur son territoire.

6. Pour la poursuite des infractions établies conformément aux articles 18, 19, 20, paragraphe 1^{er}.a, et 21 de la présente Convention, chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que l'établissement de sa compétence au titre des points d et e du paragraphe 1^{er} ne soit pas subordonné à la condition que la poursuite soit précédée d'une plainte de la victime ou d'une dénonciation de l'Etat du lieu où les faits ont été commis.

7. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour établir sa compétence à l'égard de toute infraction établie conformément à la présente Convention, lorsque l'auteur présumé est présent sur son territoire et ne peut être extradé vers une autre Partie à raison de sa nationalité.

8. Lorsque plusieurs Parties revendiquent leur compétence à l'égard d'une infraction présumée établie conformément à la présente Convention, les Parties concernées se concertent, lorsque cela est opportun, afin de déterminer la mieux à même d'exercer les poursuites.

9. Sans préjudice des règles générales de droit international, la présente Convention n'exclut aucune compétence pénale exercée par une Partie conformément à son droit interne.

Article 26

Responsabilité des personnes morales

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les personnes morales puissent être tenues pour responsables des infractions établies conformément à la présente Convention, lorsqu'elles sont commises pour leur compte par toute personne physique, agissant soit individuellement, soit en tant que membre d'un organe de la personne morale, qui exerce un pouvoir de direction en son sein, sur les bases suivantes :

- a. un pouvoir de représentation de la personne morale;
- b. une autorité pour prendre des décisions au nom de la personne morale;
- c. une autorité pour exercer un contrôle au sein de la personne morale.

2. Outre les cas déjà prévus au paragraphe 1^{er}, chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour s'assurer qu'une personne morale puisse être tenue pour responsable lorsque l'absence de surveillance ou de contrôle de la part d'une personne physique mentionnée au paragraphe 1^{er} a rendu possible la commission d'une infraction établie conformément à la présente Convention pour le compte de ladite personne morale par une personne physique agissant sous son autorité.

3. Selon les principes juridiques de la Partie, la responsabilité d'une personne morale peut être pénale, civile ou administrative.

4. Cette responsabilité est établie sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques ayant commis l'infraction.

Article 27

Sanctions et mesures

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les infractions établies conformément à la présente Convention soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, tenant compte de leur gravité. Celles-ci incluent des sanctions privatives de liberté pouvant donner lieu à l'extradition.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les personnes morales déclarées responsables en application de l'article 26 soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, qui incluent des amendes pénales ou non pénales et éventuellement d'autres mesures, notamment :

- a. des mesures d'exclusion du bénéfice d'un avantage ou d'une aide à caractère public;
- b. des mesures d'interdiction temporaire ou définitive d'exercer une activité commerciale;
- c. un placement sous surveillance judiciaire;

secretaris-generaal van de Raad van Europa verklaren dat zij zich het recht voorbehoudt de toepassing van het vierde lid van dit artikel, met betrekking tot overeenkomstig artikel 18, eerste lid, onderdeel b, tweede en derde liggende streepje, strafbaar gestelde feiten te beperken tot gevallen waarin haar onderdaan zijn vaste verblijfplaats op het grondgebied van die Partij heeft.

6. Voor de vervolging van de ingevolge de artikelen 18, 19, 20, eerste lid, onderdeel a, en 21 van dit Verdrag strafbaar gestelde feiten, neemt elke Partij de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat haar rechtsmacht uit hoofde van het eerste lid, onderdelen d en e, niet afhankelijk wordt gesteld van de voorwaarde dat vervolging slechts kan worden ingesteld na een aangifte van het slachtoffer of een aanklacht door de Staat van de plaats waar het feit is gepleegd.

7. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om haar rechtsmacht te vestigen met betrekking tot de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten, in gevallen waarin een vermoedelijke dader zich op haar grondgebied bevindt en zij die persoon niet uitlevert aan een andere Partij, uitsluitend op grond van zijn nationaliteit.

8. Wanneer meer dan een Partij rechtsmacht opeist met betrekking tot een vermoedelijk overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gesteld feit, raadplegen de betrokken Partijen, in voorkomend geval, elkaar teneinde te bepalen wiens rechtsmacht het meest effectief is ten behoeve van strafvervolging.

9. Onverminderd de algemene regels van het internationale recht, sluit dit Verdrag geen enkele rechtsmacht uit die een Partij in overeenstemming met haar nationale recht uitoefent.

Artikel 26

Aansprakelijkheid van rechtspersonen

1. Elke Partij neemt de wettelijke en andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat een rechtspersoon aansprakelijk kan worden gesteld voor een overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gesteld feit, wanneer dit te zijner voordeel wordt gepleegd door een natuurlijke persoon, individueel handelend of als lid van een orgaan van de rechtspersoon, die binnen die rechtspersoon een leidinggevende functie vervult die gebaseerd is op

- a. de bevoegdheid om de rechtspersoon te vertegenwoordigen;
- b. de bevoegdheid om in naam van de rechtspersoon beslissingen te nemen;
- c. de bevoegdheid om binnen de rechtspersoon controle uit te oefenen.

2. Afgezien van de reeds in het eerste lid voorziene gevallen, neemt elke Partij de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat een rechtspersoon aansprakelijk kan worden gesteld, wanneer het gebrek aan toezicht of controle van de zijde van een natuurlijke persoon als bedoeld in het eerste lid het plegen van een overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gesteld feit ten voordele van genoemde rechtspersoon door een aan diens gezag onderworpen natuurlijke persoon mogelijk heeft gemaakt.

3. Afhankelijk van de rechtsbeginselen van de Partij, kan de aansprakelijkheid van een rechtspersoon strafrechtelijk, burgerrechtelijk of bestuursrechtelijk zijn.

4. Deze aansprakelijkheid geldt onverminderd de strafrechtelijke aansprakelijkheid van de natuurlijke personen die het strafbare feit hebben gepleegd.

Artikel 27

Sancties en maatregelen

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat op de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten doeltreffende, evenredige en afschrikkende straffen worden gesteld, rekening houdend met de ernst van de feiten. Deze sancties omvatten straffen die vrijheidsbeneming met zich kunnen brengen en tot uitlevering kunnen leiden.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat rechtspersonen die aansprakelijk worden gesteld overeenkomstig artikel 26 onderworpen worden aan doeltreffende, evenredige en afschrikkende straffen, met inbegrip van strafrechtelijke of niet-strafrechtelijke boetes, en kunnen andere maatregelen omvatten, met name :

- a. uitsluiting van het recht op overheidsvoorzieningen of -steun;
- b. een tijdelijk of permanent verbod op het uitoefenen van commerciële activiteiten;
- c. plaatsing onder gerechtelijk toezicht;

d. une mesure judiciaire de dissolution.

3. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires :

a. pour permettre la saisie et la confiscation :

— de biens, documents et autres moyens matériels utilisés pour commettre les infractions établies conformément à la présente Convention ou en faciliter la commission;

— du produit de ces infractions ou des biens dont la valeur correspond à ces produits;

b. pour permettre la fermeture temporaire ou définitive de tout établissement utilisé pour commettre l'une des infractions établies conformément à la présente Convention, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi, ou interdire à l'auteur de ces infractions, à titre temporaire ou définitif, l'exercice de l'activité, professionnelle ou bénévole, impliquant un contact avec des enfants, à l'occasion de laquelle celles-ci ont été commises.

4. Chaque Partie peut adopter d'autres mesures à l'égard des auteurs d'infractions, telles que la déchéance des droits parentaux, le suivi ou la surveillance des personnes condamnées.

5. Chaque Partie peut établir que les produits du crime ou les biens confisqués conformément au présent article puissent être alloués à un fond spécial pour financer des programmes de prévention et d'assistance aux victimes d'une des infractions établies conformément à la présente Convention.

Article 28

Circonstances aggravantes

Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les circonstances suivantes, pour autant qu'elles ne constituent pas déjà des éléments constitutifs de l'infraction, puissent, conformément aux dispositions pertinentes de droit interne, être prises en considération en tant que circonstances aggravantes dans la détermination des peines relatives aux infractions établies conformément à la présente Convention :

a. l'infraction a porté une atteinte grave à la santé physique ou mentale de la victime;

b. l'infraction est précédée ou accompagnée d'actes de torture ou de violences graves;

c. l'infraction a été commise à l'encontre d'une victime particulièrement vulnérable;

d. l'infraction a été commise par un membre de la famille, une personne qui cohabite avec l'enfant ou une personne ayant abusé de son autorité;

e. l'infraction a été commise par plusieurs personnes agissant conjointement;

f. l'infraction a été commise dans le cadre d'une organisation criminelle;

g. l'auteur a déjà été condamné pour des faits de même nature.

Article 29

Condamnations antérieures

Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour prévoir la possibilité de prendre en compte, dans le cadre de l'appréciation de la peine, les condamnations définitives prononcées dans une autre Partie pour des infractions établies conformément à la présente Convention.

CHAPITRE VII. — *Enquêtes, poursuites et droit procédural*

Article 30

Principes

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les enquêtes et procédures pénales se déroulent dans l'intérêt supérieur et le respect des droits de l'enfant.

2. Chaque Partie veille à adopter une approche protectrice des victimes, en veillant à ce que les enquêtes et procédures pénales n'aggravent pas le traumatisme subi par l'enfant et que la réponse pénale s'accompagne d'une assistance, quand cela est approprié.

3. Chaque Partie veille à ce que les enquêtes et procédures pénales soient traitées en priorité et sans retard injustifié.

d. gerechtelijke maatregel tot liquidatie.

3. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om :

a. te voorzien in de inbeslagneming en verbeurdverklaring van :

— goederen, documenten en andere hulpmiddelen die zijn gebruikt bij het plegen van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten of bij het vergemakkelijken van het plegen daarvan;

— de opbrengsten afkomstig van dergelijke strafbare feiten of bezittingen waarvan de waarde overeenkomt met dergelijke opbrengsten;

b. de tijdelijke of permanente sluiting mogelijk te maken van vestigingen die zijn gebruikt voor het plegen van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten, onverminderd de rechten van derden te goeder trouw zijn, of om de dader tijdelijk of permanent te verbieden de activiteit uit te oefenen, hetzij beroepsmatig, hetzij vrijwillig, waarbij hij of zij met kinderen in aanraking komt en tijdens welke het strafbaar feit is gepleegd.

4. Elke Partij kan andere maatregelen nemen met betrekking tot daders, zoals het ontnemen van de ouderlijke macht of het controleren van of toezicht houden op veroordeelde personen.

5. Elke Partij mag vaststellen dat de opbrengsten van strafbare feiten of de in overeenstemming met dit artikel geconfisqueerde bezittingen worden toegewezen aan een speciaal fonds ter financiering van preventie- en hulpprogramma's voor slachtoffers van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten.

Artikel 28

Verzwarende omstandigheden

Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de volgende omstandigheden, voor zover deze niet reeds tot de bestanddelen van het strafbare feit behoren, in aanmerking kunnen worden genomen, overeenkomstig de relevante bepalingen van het nationale recht, als verzwarende omstandigheden bij het bepalen van de sancties met betrekking tot de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten :

a. het strafbare feit heeft de lichamelijke en geestelijke gezondheid van het slachtoffer ernstig geschaad;

b. het strafbare feit werd voorafgegaan door of ging gepaard met foltering of ernstige geweldpleging;

c. het strafbare feit werd gepleegd tegen een bijzonder kwetsbaar slachtoffer;

d. het strafbare feit werd gepleegd door een familielid, een persoon die met het kind samenwoont of een persoon die zijn of haar gezag heeft misbruikt;

e. het strafbare feit werd gepleegd door verschillende gezamenlijk optredende personen;

f. het strafbare feit werd gepleegd in het kader van een criminele organisatie;

g. de dader is eerder wegens soortgelijke feiten veroordeeld.

Artikel 29

Eerdere veroordelingen

Elke Partij neemt de wettelijke of andere maatregelen die nodig zijn om te voorzien in de mogelijkheid bij het bepalen van de straf rekening te houden met onherroepelijke vonnissen die door een andere Partij zijn gewezen met betrekking tot de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten.

HOOFDSTUK VII. — *Onderzoek, vervolging en procesrecht*

Artikel 30

Beginselen

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat onderzoeken en strafrechtelijke procedures worden uitgevoerd in het belang van het kind en met inachtneming van zijn rechten.

2. Elke Partij zorgt voor een op bescherming gerichte benadering van slachtoffers, daarbij waarborgend dat het onderzoek en de strafrechtelijke procedure de traumatische ervaring die het kind heeft ondergaan niet verergeren en dat het strafrechtelijk optreden waar nodig wordt gevolgd door steun.

3. Elke Partij waarborgt dat de onderzoeken en strafrechtelijke procedures prioriteit krijgen en zonder onnodige vertraging worden uitgevoerd.

4. Chaque Partie veille à ce que les mesures adoptées conformément au présent chapitre ne portent pas préjudice aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial, conformément à l'article 6 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales.

5. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour, conformément aux principes fondamentaux de son droit interne :

— garantir des enquêtes et des poursuites efficaces des infractions établies conformément à la présente Convention, permettant, s'il y a lieu, la possibilité de mener des enquêtes discrètes;

— permettre aux unités ou services d'enquêtes d'identifier les victimes des infractions établies conformément à l'article 20, notamment grâce à l'analyse des matériels de pornographie infantile, tels que les photographies et les enregistrements audiovisuels, accessibles, diffusés ou transmis par le biais des technologies de communication et d'information.

Article 31

Mesures générales de protection

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des victimes, notamment en tant que témoins, à tous les stades des enquêtes et procédures pénales, en particulier :

a. en les tenant informées de leurs droits et des services à leur disposition et, à moins qu'elles ne souhaitent pas recevoir une telle information, des suites données à leur plainte, des chefs d'accusation retenus, du déroulement général de l'enquête ou de la procédure et de leur rôle au sein de celle-ci ainsi que de la décision rendue;

b. en veillant à ce que, au moins dans les cas où il existerait un danger pour les victimes et leurs familles, celles-ci puissent être informées, si cela s'avère nécessaire, de toute remise en liberté, temporaire ou définitive, de la personne, poursuivie ou condamnée;

c. en leur donnant, d'une manière conforme aux règles de procédure du droit interne, la possibilité d'être entendues, de fournir des éléments de preuve et de choisir les moyens selon lesquels leurs vues, besoins et préoccupations sont présentés et examinés, directement ou par recours à un intermédiaire;

d. en leur fournissant une assistance appropriée, pour que leurs droits et intérêts soient dûment présentés et pris en compte;

e. en protégeant leur vie privée, leur identité et leur image et en prenant des mesures conformes au droit interne pour prévenir la diffusion publique de toute information pouvant conduire à leur identification;

f. en veillant à ce qu'elles soient, ainsi que leurs familles et les témoins à charge, à l'abri des risques d'intimidation, de représailles et de nouvelle victimisation;

g. en veillant à ce que les victimes et les auteurs d'infractions ne se trouvent en contact direct dans les locaux des services d'enquête et les locaux judiciaires, à moins que les autorités compétentes n'en décident autrement dans l'intérêt supérieur de l'enfant ou pour les besoins de l'enquête ou de la procédure.

2. Chaque Partie garantit aux victimes, dès leur premier contact avec les autorités compétentes, l'accès aux informations sur les procédures judiciaires et administratives pertinentes.

3. Chaque Partie prévoit que la victime ait accès, gratuitement lorsque cela est justifié, à une aide juridique, lorsqu'elle peut avoir la qualité de partie à la procédure pénale.

4. Chaque Partie prévoit la possibilité pour l'autorité judiciaire de désigner un représentant spécial pour la victime lorsque, en vertu du droit interne, celle-ci peut avoir la qualité de partie à la procédure judiciaire et que les détenteurs des responsabilités parentales se voient privés de la faculté de la représenter dans cette procédure à la suite d'un conflit d'intérêts avec elle.

5. Chaque Partie prévoit, au moyen de mesures législatives ou autres et conformément aux conditions prévues par son droit interne, la possibilité pour des groupes, fondations, associations ou organisations gouvernementales ou non gouvernementales d'assister et/ou de soutenir les victimes qui y consentent au cours des procédures pénales concernant les infractions établies conformément à la présente Convention.

4. Elke Partij waarborgt dat de uit hoofde van dit hoofdstuk toepasselijke maatregelen niet in strijd zijn met de rechten van de verdediging en de vereisten van een eerlijk en onpartijdig proces, in overeenstemming met artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

5. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen, in overeenstemming met de fundamentele beginselen van haar nationale recht :

— om een doeltreffend onderzoek en doeltreffende vervolging te waarborgen van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten, waarbij, wanneer van toepassing, dient te worden voorzien in de mogelijkheid van geheime operaties;

— om eenheden of onderzoeksdiensten in staat te stellen de slachtoffers van de overeenkomstig artikel 20 strafbaar gestelde feiten te identificeren, met name door analyse van kinderpornografisch materiaal, zoals foto's of audiovisuele opnamen die zijn uitgezonden of beschikbaar zijn gesteld door het gebruik van informatie- en communicatietechnologieën.

Artikel 31

Algemene beschermende maatregelen

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om de rechten en belangen van slachtoffers te beschermen, met inbegrip van hun bijzondere behoeften als getuigen, tijdens alle fasen van het onderzoek en de strafrechtelijke procedure, en met name door :

a. hen op de hoogte te stellen van hun rechten en de diensten waarover zij kunnen beschikken, tenzij zij dergelijke informatie niet wensen te ontvangen, de navolging die aan hun aangifte is gegeven, de tenlastelegging, de algemene voortgang van het onderzoek of de procedure en hun rol daarin alsmede de uiteindelijke uitkomst van hun zaak;

b. te waarborgen, in elk geval in de gevallen waarin de slachtoffers en hun familie in gevaar zouden kunnen zijn, dat zij zo nodig op de hoogte worden gesteld van het feit dat de vervolging of veroordeelde persoon tijdelijk of permanent in vrijheid is gesteld;

c. hen in staat te stellen, op een wijze die verenigbaar is met de procedureregels van het nationale recht, te worden gehoord, bewijzen aan te dragen en de wijze te kiezen waarop hun opvattingen, behoeften en punten van zorg kenbaar worden gemaakt, rechtstreeks of via een tussenpersoon, en in aanmerking worden genomen;

d. hen te voorzien van passende ondersteuning zodat hun rechten en belangen naar behoren kenbaar worden gemaakt en worden meegewogen;

e. hun privacy, identiteit en beeltenis te beschermen en door maatregelen te nemen, in overeenstemming met het nationale recht, ter voorkoming van de publieke verspreiding van elke informatie die tot hun identificatie zou kunnen leiden;

f. hen, alsmede hun familie en de getuigen ten laste, te beschermen tegen intimidatie, vergelding en de mogelijkheid dat zij opnieuw slachtoffer worden;

g. te waarborgen dat contact tussen slachtoffers en daders in de gerechtshoeven en de wetshandhavingdiensten wordt voorkomen, tenzij de bevoegde autoriteiten anderszins bepalen in het belang van het kind of wanneer het onderzoek of de procedure een dergelijk contact vereisen.

2. Elke Partij waarborgt dat slachtoffers, vanaf het eerste contact met de bevoegde autoriteiten, toegang hebben tot informatie over relevante gerechtelijke en administratieve procedures.

3. Elke Partij waarborgt dat slachtoffers toegang hebben tot rechtsbijstand, die wanneer gerechtvaardigd kosteloos wordt verstrekt, wanneer zij de status van partij in de strafrechtelijke procedure kunnen verkrijgen.

4. Elke Partij voorziet in de mogelijkheid dat de gerechtelijke autoriteiten een bijzondere vertegenwoordiger van het slachtoffer aanwijzen wanneer, ingevolge het nationale recht, deze de status van partij in de strafrechtelijke procedure kan verkrijgen en wanneer degenen die de ouderlijke verantwoordelijkheid dragen worden belet het kind in een dergelijke procedure te vertegenwoordigen vanwege belangenconflicten tussen hen en het slachtoffer.

5. Elke Partij voorziet, door middel van wetgevende of andere maatregelen, in overeenstemming met de voorwaarden voorzien in haar nationale recht, in de mogelijkheid voor groepen, stichtingen, verenigingen of gouvernementele of niet-gouvernementele organisaties slachtoffers met hun instemming bij te staan en/of te ondersteunen tijdens de strafrechtelijke procedure met betrekking tot de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten.

6. Chaque Partie veille à ce que les informations données aux victimes, conformément aux dispositions du présent article, le soient d'une manière adaptée à leur âge et à leur degré de maturité et dans une langue qu'elles peuvent comprendre.

Article 32

Mise en œuvre de la procédure

Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les enquêtes ou les poursuites concernant les infractions établies conformément à la présente Convention ne soient pas subordonnées à la déclaration ou à l'accusation émanant d'une victime et que la procédure puisse se poursuivre même si la victime se rétracte.

Article 33

Prescription

Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que le délai de prescription pour engager des poursuites du chef des infractions établies conformément aux articles 18, 19, paragraphe 1^{er}. a et b, et 21, paragraphe 1^{er}. a et b, continue de courir pour une durée suffisante pour permettre l'engagement effectif des poursuites, après que la victime a atteint l'âge de la majorité, et qui est proportionnelle à la gravité de l'infraction en question.

Article 34

Enquêtes

1. Chaque Partie adopte les mesures nécessaires pour que des personnes, des unités ou des services en charge des enquêtes soient spécialisés dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants ou que des personnes soient formées à cette fin. Lesdits services ou unités doivent disposer des ressources financières adéquates.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour qu'une incertitude quant à l'âge réel de la victime n'empêche pas l'ouverture d'une enquête pénale.

Article 35

Auditions de l'enfant

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que :

- les auditions de l'enfant aient lieu sans retard injustifié après que les faits ont été signalés aux autorités compétentes;
- les auditions de l'enfant se déroulent, s'il y a lieu, dans des locaux conçus ou adaptés à cet effet;
- les auditions de l'enfant soient menées par des professionnels formés à cette fin;

d. dans la mesure du possible et lorsque cela est approprié, l'enfant soit toujours interrogé par les mêmes personnes;

e. le nombre des auditions soit limité au minimum et dans la mesure strictement nécessaire au déroulement de la procédure;

f. l'enfant puisse être accompagné par son représentant légal ou, le cas échéant, par la personne majeure de son choix, sauf décision contraire motivée prise à l'égard de cette personne.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les auditions de la victime ou, le cas échéant, celles d'un enfant témoin des faits, puissent faire l'objet d'un enregistrement audiovisuel et que cet enregistrement puisse être admissible comme moyen de preuve dans la procédure pénale, selon les règles prévues par son droit interne.

3. En cas d'incertitude sur l'âge de la victime et lorsqu'il existe des raisons de croire qu'elle est un enfant, les mesures prévues aux paragraphes 1^{er} et 2 s'appliquent, dans l'attente que son âge soit vérifié et établi.

Article 36

Procédure judiciaire

1. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires, dans le respect des règles qui régissent l'autonomie des professions judiciaires, pour que des formations en matière de droits de l'enfant, d'exploitation et d'abus sexuels concernant des enfants, soient disponibles au profit des acteurs de la procédure judiciaire, notamment les juges, les procureurs et les avocats.

6. Elke Partij waarborgt dat de informatie die in overeenstemming met de bepalingen van dit artikel aan de slachtoffers wordt verstrekt, is aangepast aan hun leeftijd en ontwikkelingsniveau en in een taal is gesteld die zij begrijpen.

Artikel 32

Instelling van de procedure

Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat het onderzoek naar of de vervolging van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten niet afhankelijk is van de aangifte of beschuldiging door een slachtoffer en dat de procedure kan worden voortgezet zelfs al trekt het slachtoffer zijn verklaring in.

Artikel 33

Verjaringstermijn

Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de verjaringstermijn voor het instellen van een procedure met betrekking tot de overeenkomstig de artikelen 18, 19, eerste lid, onderdelen a en b, en 21, eerste lid, onderdelen a en b, strafbaar gestelde feiten een zodanige duur heeft dat het mogelijk is de procedure op doeltreffende wijze in te stellen nadat het slachtoffer meerderjarig is geworden, waarbij deze termijn evenredig is aan de zwaarte van het desbetreffende strafbare feit.

Artikel 34

Onderzoek

1. Elke Partij neemt de maatregelen die nodig kunnen zijn om te waarborgen dat de met onderzoek belaste personen, eenheden of diensten gespecialiseerd zijn op het gebied van de bestrijding van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen of dat de personen hiervoor worden opgeleid. Dergelijke eenheden of diensten dienen over toereikende financiële middelen te beschikken.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig kunnen zijn om te waarborgen dat onzekerheid over de feitelijke leeftijd van het slachtoffer het instellen van een strafrechtelijk onderzoek niet zal verhinderen.

Artikel 35

Het verhoor van kinderen

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat :

- het verhoor van het kind plaatsvindt zonder ongerechtvaardigde vertraging nadat de feiten aan de bevoegde autoriteiten zijn gemeld;
- het verhoor van het kind plaatsvindt, waar nodig, in speciaal daartoe ontworpen of aangepaste ruimten;
- het kind wordt verhoord door daartoe opgeleide vakmensen;

d. alle verhoren van het kind, indien mogelijk en voor zover nodig, door telkens dezelfde personen worden uitgevoerd;

e. het aantal verhoren zoveel mogelijk beperkt wordt tot hetgeen strikt noodzakelijk is voor de strafrechtelijke procedure;

f. het kind vergezeld mag worden door zijn juridische vertegenwoordiger, of, wanneer van toepassing, een door hem gekozen volwassene, tenzij een gemotiveerde beslissing daartegen is genomen met betrekking tot deze persoon.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat alle verhoren van het slachtoffer, of, wanneer van toepassing, van een kind dat als getuige optreedt, op video kunnen worden vastgelegd en dat deze video-opnamen als bewijs in het proces kunnen worden ingebracht, in overeenstemming met de regels van haar nationale recht.

3. Wanneer er onzekerheid bestaat over de leeftijd van het slachtoffer en er gronden zijn om aan te nemen dat het slachtoffer een kind is, zijn de in het eerste en tweede lid vastgestelde maatregelen van toepassing, in afwachting van verificatie van diens leeftijd.

Artikel 36

Strafproces

1. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn, met inachtneming van de regels inzake de onafhankelijkheid van beoefenaars van juridische beroepen, om te waarborgen dat opleiding inzake de rechten van kinderen en seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen beschikbaar is voor alle personen die bij het proces betrokken zijn, met name rechters, procureurs des Konings en advocaten.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que, selon les règles prévues par le droit interne :

- a. le juge puisse ordonner que l'audience se déroule hors la présence du public;
- b. la victime puisse être entendue à l'audience sans y être présente, notamment par le recours à des technologies de communication appropriées.

CHAPITRE VIII. — *Enregistrement et conservation de données*

Article 37

Enregistrement et conservation des données nationales sur les délinquants sexuels condamnés

1. Aux fins de prévention et de répression des infractions établies conformément à la présente Convention, chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour enregistrer et conserver, conformément aux dispositions pertinentes sur la protection des données à caractère personnel et aux autres règles et garanties appropriées telles que prévues dans le droit interne, les données relatives à l'identité ainsi qu'au profil génétique (ADN) des personnes condamnées pour les infractions établies conformément à la présente Convention.

2. Chaque Partie, au moment de la signature ou du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, communique au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe le nom et adresse de la seule autorité nationale responsable aux fins du paragraphe 1^{er}.

3. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les informations visées au paragraphe 1^{er} puissent être transmises à l'autorité compétente d'une autre Partie, conformément aux conditions établies par son droit interne et les instruments internationaux pertinents.

CHAPITRE IX. — *Coopération internationale*

Article 38

Principes généraux et mesures de coopération internationale

1. Les Parties coopèrent, conformément aux dispositions de la présente Convention, en application des instruments internationaux et régionaux pertinents applicables, des arrangements reposant sur des législations uniformes ou réciproques et de leur droit interne, dans la mesure la plus large possible aux fins :

- a. de prévenir et de combattre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants;
- b. de protéger et d'assister les victimes;
- c. de mener des investigations ou des procédures concernant les infractions établies conformément à la présente Convention.

2. Chaque Partie prend les mesures législatives ou autres nécessaires pour que les victimes d'une infraction établie conformément à la présente Convention et commise sur le territoire d'une Partie autre que celui dans lequel elles résident puissent porter plainte auprès des autorités compétentes de leur Etat de résidence.

3. Si une Partie qui subordonne l'entraide judiciaire en matière pénale ou l'extradition à l'existence d'un traité reçoit une demande d'entraide ou d'extradition d'une Partie avec laquelle elle n'a pas conclu pareil traité, elle peut considérer la présente Convention comme la base légale de l'entraide judiciaire en matière pénale ou de l'extradition pour les infractions établies conformément à la présente Convention.

4. Chaque Partie s'efforce d'intégrer, s'il y a lieu, la prévention et la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants dans les programmes d'assistance au développement conduits au profit d'Etats tiers.

CHAPITRE X. — *Mécanisme de suivi*

Article 39

Comité des Parties

1. Le Comité des Parties est composé des représentants des Parties à la Convention.

2. Le Comité des Parties est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Sa première réunion doit se tenir dans un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention pour le

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen, in overeenstemming met de regels van haar nationale recht, dat :

- a. de rechter kan bevelen dat de behandeling van de zaak achter gesloten deuren plaatsvindt;
- b. het slachtoffer in de rechtszaal kan worden gehoord zonder daar aanwezig te zijn, met name door toepassing van geschikte communicatietechnologieën.

HOOFDSTUK VIII. — *Vastleggen en opslaan van gegevens*

Artikel 37

Vastleggen en opslaan van nationale gegevens over veroordeelde zedendelinquenten

1. Ten behoeve van het voorkomen en vervolgen van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten, neemt elke Partij de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn voor het verzamelen en opslaan, in overeenstemming met de desbetreffende bepalingen inzake de bescherming van persoonsgegevens en andere toepasselijke regels en waarborgen die in het nationale recht zijn voorzien, van gegevens met betrekking tot de identiteit en het genetisch profiel (DNA) van personen die veroordeeld zijn wegens de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten.

2. Elke Partij stelt de secretaris-generaal van de Raad van Europa op het tijdstip van ondertekening of bij de neerlegging van haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding in kennis van de naam en het adres van de uit hoofde van het eerste lid aangewezen autoriteit.

3. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat de in het eerste lid bedoelde informatie aan de bevoegde autoriteit van een andere Partij kan worden gezonden, in overeenstemming met de voorwaarden zoals vastgelegd in haar nationale recht en in de relevante internationale instrumenten.

HOOFDSTUK IX. — *Internationale samenwerking*

Artikel 38

Algemene beginselen en maatregelen ten aanzien van internationale samenwerking

1. De Partijen werken, overeenkomstig de bepalingen van dit Verdrag en door toepassing van relevante toepasselijke internationale en regionale instrumenten, regelingen die zijn overeengekomen op basis van uniforme of wederkerige wetgeving en overeenkomstig hun nationale recht, in zo ruim mogelijke mate met elkaar samen ten behoeve van :

- a. het voorkomen en bestrijden van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen;
- b. het beschermen van en verlenen van hulp aan slachtoffers;
- c. het onderzoek of de procedures met betrekking tot de krachtens dit Verdrag strafbaar gestelde feiten.

2. Elke Partij neemt de wetgevende of andere maatregelen die nodig zijn om te waarborgen dat slachtoffers van een overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gesteld feit gepleegd op het grondgebied van een Partij anders dan de Partij op het grondgebied waarvan zij wonen, aangifte kunnen doen bij de bevoegde autoriteiten van de Staat waarin zij wonen.

3. Indien een Partij die wederzijdse rechtshulp in strafzaken of uitlevering afhankelijk maakt van het bestaan van een verdrag, een verzoek om wederzijdse rechtshulp of uitlevering ontvangt van een Partij waarmee zij een dergelijk verdrag niet heeft gesloten, kan zij dit Verdrag beschouwen als de juridische grondslag voor wederzijdse rechtshulp in strafzaken of uitlevering ter zake van de overeenkomstig dit Verdrag strafbaar gestelde feiten.

4. Elke Partij streeft ernaar de voorkoming en bestrijding van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen te integreren, wanneer van toepassing, in ontwikkelingshulpprogramma's ten behoeve van derde staten.

HOOFDSTUK X. — *Toezichtsmechanisme*

Artikel 39

Comité van de Partijen

1. Het Comité van de Partijen is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Partijen bij het Verdrag.

2. Het Comité van de Partijen wordt bijeengeroepen door de secretaris-generaal van de Raad van Europa. De eerste vergadering ervan vindt plaats binnen een jaar nadat het Verdrag in werking treedt

dixième signataire l'ayant ratifié. Il se réunira par la suite à la demande d'au moins un tiers des Parties ou du Secrétaire Général.

3. Le Comité des Parties adopte ses propres règles de procédure.

Article 40

Autres représentants

1. L'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, le commissaire aux droits de l'homme, le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) ainsi que d'autres comités intergouvernementaux pertinents du Conseil de l'Europe désignent chacun un représentant auprès du Comité des Parties.

2. Le Comité des ministres peut inviter d'autres organes du Conseil de l'Europe à désigner un représentant au Comité des Parties après avoir consulté ce dernier.

3. Des représentants de la société civile, et notamment des organisations non gouvernementales, peuvent être admis en tant qu'observateurs au Comité des Parties suivant la procédure établie par les règles pertinentes du Conseil de l'Europe.

4. Les représentants désignés en vertu des paragraphes 1^{er} à 3 ci-dessus participent aux réunions du Comité des Parties sans droit de vote.

Article 41

Fonctions du Comité des Parties

1. Le Comité des Parties est chargé de veiller à la mise en œuvre de la présente Convention. Les règles de procédure du Comité des Parties déterminent les modalités de la procédure d'évaluation de la mise en œuvre de la présente Convention.

2. Le Comité des Parties est chargé de faciliter la collecte, l'analyse et l'échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les Etats afin d'améliorer leur capacité de prévenir et combattre l'exploitation et les abus sexuels concernant des enfants.

3. Le Comité des Parties est également chargé, le cas échéant :

a. de faciliter l'usage et la mise en œuvre effectifs de la présente Convention, y compris l'identification de tout problème en la matière, ainsi que les effets de toute déclaration ou réserve faite conformément à la présente Convention;

b. d'exprimer un avis sur toute question relative à l'application de la présente Convention et faciliter l'échange d'informations sur les développements juridique, politique ou technique importants.

4. Le Comité des Parties est assisté par le Secrétariat du Conseil de l'Europe dans l'exercice de ses fonctions découlant du présent article.

5. Le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) est tenu périodiquement au courant des activités prévues aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3 du présent article.

CHAPITRE XI. — *Relation avec d'autres instruments internationaux*

Article 42

Relation avec la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants

La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations découlant des dispositions de la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et son Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants; elle a pour but de renforcer la protection instaurée par ces instruments et de développer et compléter les normes qu'ils énoncent.

Article 43

Relation avec d'autres instruments internationaux

1. La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations découlant des dispositions d'autres instruments internationaux auxquels les Parties à cette Convention sont Parties ou le deviendront, qui contiennent des dispositions relatives aux matières régies par la présente Convention et assurent une plus grande protection et assistance aux enfants victimes d'exploitation ou d'abus sexuels.

ten aanzien van de tiende ondertekenaar die het Verdrag heeft bekrachtigd. Daarna komt het bijeen telkens wanneer ten minste een derde van de Partijen of de secretaris-generaal daarom verzoekt.

3. Het Comité van de Partijen stelt zijn eigen huishoudelijke reglement vast.

Artikel 40

Andere vertegenwoordigers

1. De Parlementaire Vergadering van de Raad van Europa, de Commissaris voor de rechten van de mens, de Europese Commissie voor Strafrechtelijke Vraagstukken (CDPC), alsmede overige relevante intergouvernementele comités van de Raad van Europa, benoemen elk een vertegenwoordiger bij het Comité van de Partijen.

2. Na overleg met het Comité van Partijen kan het Comité van ministers andere organen van de Raad van Europa uitnodigen een vertegenwoordiger bij het Comité van de Partijen te benoemen.

3. Vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld, in het bijzonder niet-gouvernementele organisaties, kunnen als waarnemer worden toegelaten bij het Comité van de Partijen volgens de procedure die door de desbetreffende regels van de Raad van Europa is vastgelegd.

4. De vertegenwoordigers benoemd ingevolge het eerste, tweede en derde lid van dit artikel, nemen zonder stemrecht deel aan de zittingen van het Comité van de Partijen.

Artikel 41

Taken van het Comité van de Partijen

1. Het Comité van de Partijen ziet toe op de uitvoering van dit Verdrag. Het huishoudelijk reglement van het Comité van de Partijen bepaalt de procedure voor toetsing van de uitvoering van dit Verdrag.

2. Het Comité van de Partijen vergemakkelijkt het verzamelen, analyseren en uitwisselen van informatie, ervaringen en goede praktijken tussen de Staten ter verbetering van hun mogelijkheden om seksuele uitbuiting en seksueel misbruik van kinderen te voorkomen en te bestrijden.

3. Het Comité van de Partijen is, wanneer van toepassing, tevens belast met het :

a. vergemakkelijken van de doeltreffende werking en toepassing van dit Verdrag, met inbegrip van het identificeren van problemen en de gevolgen van verklaringen of voorbehouden die uit hoofde van dit Verdrag zijn afgelegd respectievelijk zijn gemaakt;

b. geven van advies omtrent enige vraag betreffende de toepassing van dit Verdrag en het vergemakkelijken van de uitwisseling van informatie over belangrijke juridische, beleidsmatige of technologische ontwikkelingen.

4. Het Comité van de Partijen krijgt bij de uitvoering van zijn taken ingevolge dit artikel ondersteuning van het Secretariaat van de Raad van Europa.

5. De Europese Commissie voor Strafrechtelijke Vraagstukken (CDPC) wordt regelmatig op de hoogte gehouden over de in het eerste, tweede en derde lid van dit artikel genoemde activiteiten.

HOOFDSTUK XI

Verhouding tot andere internationale instrumenten

Artikel 42

Verhouding tot het Verdrag inzake de rechten van het kind en het Facultatief Protocol daarbij inzake de verkoop van kinderen, kinderp prostitutie en kinderpornografie

Dit Verdrag laat de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de bepalingen van het Verdrag inzake de rechten van het kind en het Facultatief Protocol daarbij inzake de verkoop van kinderen, kinderp prostitutie en kinderpornografie onverlet en beoogt de bescherming die door deze instrumenten wordt geboden te verbeteren en de erin vastgestelde normen aan te vullen.

Artikel 43

Verhouding tot andere internationale instrumenten

1. Dit Verdrag laat de rechten en verplichtingen onverlet die voortvloeien uit de bepalingen van andere internationale instrumenten waarbij de Partijen bij dit Verdrag partij zijn of zullen worden en die bepalingen bevatten inzake door dit Verdrag geregelde aangelegenheden en die een grotere bescherming van en meer hulp aan kinderen die het slachtoffer van seksuele uitbuiting en seksueel misbruik zijn, waarborgen.

2. Les Parties à la Convention peuvent conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention, aux fins de compléter ou de renforcer les dispositions de celle-ci ou pour faciliter l'application des principes qu'elle consacre.

3. Les Parties qui sont membres de l'Union européenne appliquent, dans leurs relations mutuelles, les règles de la Communauté et de l'Union européenne dans la mesure où il existe des règles de la Communauté ou de l'Union européenne régissant le sujet particulier concerné et applicables au cas d'espèce, sans préjudice de l'objet et du but de la présente Convention et sans préjudice de son entière application à l'égard des autres Parties.

CHAPITRE XII. — Amendements à la Convention

Article 44

Amendements

1. Tout amendement à la présente Convention proposé par une Partie devra être communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et être transmis par ce dernier aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout autre Etat signataire, à tout Etat Partie, à la Communauté européenne, à tout Etat ayant été invité à signer la présente Convention conformément à l'article 45, paragraphe 1^{er}, et à tout Etat invité à adhérer à la présente Convention, conformément aux dispositions de l'article 46, paragraphe 1^{er}.

2. Tout amendement proposé par une Partie est communiqué au Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), qui soumet au Comité des ministres son avis sur ledit amendement.

3. Le Comité des ministres examine l'amendement proposé et l'avis soumis par le CDPC et, après consultation avec les Etats non membres parties à la présente Convention, peut adopter l'amendement.

4. Le texte de tout amendement adopté par le Comité des ministres conformément au paragraphe 3 du présent article sera communiqué aux Parties, en vue de son acceptation.

5. Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 du présent article entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle toutes les Parties auront informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

CHAPITRE XIII. — Clauses finales

Article 45

Signature et entrée en vigueur

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, des Etats non membres ayant participé à son élaboration ainsi que de la Communauté européenne.

2. La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle 5 signataires, dont au moins 3 Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention, conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

4. Si un Etat visé au paragraphe 1^{er} ou la Communauté européenne exprime ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, cette dernière entrera en vigueur, à son égard, le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 46

Adhésion à la Convention

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe pourra, après consultation des Parties à la Convention et en avoir obtenu l'assentiment unanime, inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe n'ayant pas participé à l'élaboration de la Convention à adhérer à la présente Convention par une décision prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des voix des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des ministres.

2. De Partijen bij het Verdrag kunnen met elkaar bilaterale of multilaterale verdragen sluiten inzake de aangelegenheden die in dit Verdrag worden behandeld teneinde de bepalingen van dit Verdrag aan te vullen of aan te scherpen of de toepassing van de in dit Verdrag vervatte beginselen te vergemakkelijken.

3. Partijen die lid zijn van de Europese Unie passen in hun wederzijdse betrekkingen regels van de Gemeenschap en de Europese Unie toe, voor zover op het desbetreffende specifieke onderwerp en in het specifieke geval regels van de Gemeenschap en de Europese Unie van toepassing zijn, onverminderd het voorwerp en het doel van dit Verdrag en onverminderd de volledige toepassing ervan ten opzichte van andere Partijen.

HOOFDSTUK XII. — Wijzigingen van het Verdrag

Artikel 44

Wijzigingen

1. Elk voorstel tot wijziging van dit Verdrag dat door een Partij wordt ingediend, wordt medegedeeld aan de secretaris-generaal van de Raad van Europa en door hem of haar toegezonden aan de lidstaten van de Raad van Europa, elke ondertekenaar, elke Staat die Partij is, de Europese Gemeenschap, elke Staat die overeenkomstig de bepalingen van artikel 45, eerste lid, is uitgenodigd dit Verdrag te ondertekenen en aan elke Staat die overeenkomstig de bepalingen van artikel 46, eerste lid, is uitgenodigd tot dit Verdrag toe te treden.

2. Elke door een Partij voorgestelde wijziging wordt medegedeeld aan de Europese Commissie voor Strafrechtelijke Vraagstukken (CDPC) die haar oordeel over de voorgestelde wijziging voorlegt aan het Comité van ministers.

3. Het Comité van ministers onderzoekt de voorgestelde wijziging en het door de CDPC voorgelegde oordeel en kan, na raadpleging van de Staten die geen Partij zijn bij dit Verdrag, de wijziging aannemen.

4. De tekst van elke wijziging aangenomen door het Comité van ministers overeenkomstig het derde lid van dit artikel, wordt toegezonden aan de Partijen voor aanvaarding.

5. Iedere overeenkomstig het derde lid van dit artikel aangenomen wijziging treedt in werking op de eerste dag van de maand na het verstrijken van een periode van een maand na de datum waarop alle Partijen de secretaris-generaal hebben medegedeeld dat zij haar hebben aanvaard.

HOOFDSTUK XIII. — Slotbepalingen

Artikel 45

Ondertekening en inwerkingtreding

1. Dit Verdrag staat open voor ondertekening door de lidstaten van de Raad van Europa, door Staten die geen lid van de Raad zijn en die hebben deelgenomen aan de opstelling ervan en door de Europese Gemeenschap.

2. Dit Verdrag dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd. De akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden neergelegd bij de secretaris-generaal van de Raad van Europa.

3. Dit Verdrag treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een periode van drie maanden na de datum waarop vijf ondertekenende Staten, waaronder ten minste drie lidstaten van de Raad van Europa, hun instemming door het Verdrag te worden gebonden tot uitdrukking hebben gebracht overeenkomstig het bepaalde in het voorgaande lid.

4. Ten aanzien van iedere in het eerste lid bedoelde Staat of de Europese Gemeenschap, die daarna het feit dat hij of zij ermee instemt door dit Verdrag te worden gebonden, tot uitdrukking brengt, treedt het Verdrag in werking op de eerste dag van de maand na het verstrijken van een periode van drie maanden na de datum van de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

Artikel 46

Toetreding tot het Verdrag

1. Na de inwerkingtreding van dit Verdrag kan het Comité van ministers van de Raad van Europa, na raadpleging en verkrijging van unanieme instemming van de Partijen bij dit Verdrag, elke Staat die geen lid is van de Raad van Europa en die niet heeft deelgenomen aan de opstelling van het Verdrag, uitnodigen tot dit Verdrag toe te treden, door een door de meerderheid als voorzien in artikel 20, onderdeel d, van het Statuut van de Raad van Europa genomen besluit en door de unanieme stemming door de vertegenwoordigers van de Verdragsluitende Staten die recht hebben op een zetel in het Comité van ministers.

2. Pour tout Etat adhérent, la Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument d'adhésion près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 47

Application territoriale

1. Tout Etat ou la Communauté européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Toute Partie peut, à tout autre moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans cette déclaration dont elle assure les relations internationales ou au nom duquel elle est autorisée à prendre des engagements. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.

3. Toute déclaration faite en vertu des deux paragraphes précédents pourra, à l'égard de tout territoire désigné dans cette déclaration, être retirée par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Ce retrait prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 48

Réserves

Aucune réserve n'est admise aux dispositions de la présente Convention, à l'exception de celles expressément prévues. Toute réserve peut être retirée à tout moment.

Article 49

Dénonciation

1. Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. Cette dénonciation prendra effet le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 50

Notification

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil de l'Europe, à tout Etat signataire, à tout Etat Partie, à la Communauté européenne, à tout Etat ayant été invité à signer la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 45, et à tout Etat invité à adhérer à la Convention conformément aux dispositions de l'article 46 :

- a. toute signature;
- b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention, conformément aux articles 45 et 46;
- d. tout amendement adopté conformément à l'article 44, ainsi que la date d'entrée en vigueur dudit amendement;
- e. toute réserve en vertu de l'article 48;
- f. toute dénonciation faite en vertu des dispositions de l'article 49;
- g. tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Lanzarote, le 25 octobre 2007, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres ayant participé à l'élaboration de la présente Convention, à la Communauté européenne et à tout autre Etat invité à adhérer à la présente Convention.

2. Ten aanzien van elke toetredende Staat treedt het Verdrag in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een periode van drie maanden na de datum van neerlegging van de akte van toetreding bij de secretaris-generaal van de Raad van Europa.

Artikel 47

Territoriale toepassing

1. Elke Staat of de Europese Gemeenschap kan, op het tijdstip van de ondertekening of bij de neerlegging van zijn of haar akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding, het grondgebied of de grondgebieden waarop dit Verdrag van toepassing is nader aanduiden.

2. Elke Partij kan op een later tijdstip door middel van een verklaring gericht aan de secretaris-generaal van de Raad van Europa de toepassing van dit Verdrag uitbreiden tot ieder ander grondgebied dat in de verklaring wordt genoemd en voor de internationale betrekkingen van welk grondgebied zij verantwoordelijk is of namens welk grondgebied zij bevoegd is verbintenissen aan te gaan. Ten aanzien van een dergelijk grondgebied treedt het Verdrag in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een periode van drie maanden na de datum van ontvangst van die verklaring door de secretaris-generaal.

3. Iedere krachtens de twee voorgaande leden gedane verklaring kan, met betrekking tot elk in die verklaring nader aangeduid grondgebied, worden ingetrokken door middel van een aan de secretaris-generaal van de Raad van Europa gerichte kennisgeving. De intrekking wordt van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een periode van drie maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de secretaris-generaal.

Artikel 48

Voorbehouden

Ten aanzien van de bepalingen van dit Verdrag kunnen geen voorbehouden worden gemaakt, met uitzondering van de uitdrukkelijk vastgestelde voorbehouden. Voorbehouden kunnen te allen tijde worden ingetrokken.

Artikel 49

Opzegging

1. Elke Partij kan dit Verdrag te allen tijde opzeggen door middel van een kennisgeving gericht aan de secretaris-generaal van de Raad van Europa.

2. Deze opzegging wordt van kracht op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een periode van drie maanden na de datum van ontvangst van de kennisgeving door de secretaris-generaal.

Artikel 50

Kennisgeving

De secretaris-generaal van de Raad van Europa stelt de lidstaten van de Raad van Europa, alle ondertekenende Staten, alle Staten die Partij zijn, de Europese Gemeenschap, alle Staten die overeenkomstig de bepalingen van artikel 45 zijn uitgenodigd dit Verdrag te ondertekenen en alle Staten die overeenkomstig de bepalingen van artikel 46 zijn uitgenodigd tot dit Verdrag toe te treden in kennis van :

- a. elke ondertekening;
- b. de neerlegging van elke akte van bekrachtiging, aanvaarding, goedkeuring of toetreding;
- c. elke datum van inwerkingtreding van dit Verdrag in overeenstemming met de artikelen 45 en 46;
- d. elke wijziging die overeenkomstig artikel 44 is aangenomen en de datum waarop een dergelijke wijziging in werking treedt;
- e. elk voorbehoud gemaakt ingevolge artikel 48;
- f. elke opzegging uit hoofde van de bepalingen van artikel 49;
- g. elk ander besluit, kennisgeving of mededeling met betrekking tot dit Verdrag.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

Gedaan te Lanzarote, op 25 oktober 2007, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar dat zal worden neergelegd in het archief van de Raad van Europa. De secretaris-generaal van de Raad van Europa doet een gewaarmerkt afschrift toekomen aan iedere lidstaat van de Raad van Europa, aan de Staten die geen lid zijn van de Raad die hebben deelgenomen aan de opstelling van dit Verdrag, aan de Europese Gemeenschap en aan elke Staat die is uitgenodigd tot dit Verdrag toe te treden.

**Verdrag van de Raad van Europa inzake de bescherming van kinderen
tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik, gedaan te Lanzarote op 25 oktober 2007**

| Staten/Organisaties | Datum Authenticatie | Type instemming | Datum instemming | Datum interne inwerkingtreding |
|---|---------------------|-----------------|------------------|--------------------------------|
| ALBANIE | 17/12/2008 | Bekrachtiging | 14/04/2009 | 01/07/2010 |
| ANDORRA | 29/06/2012 | Onbepaald | | |
| ARMENIE | 29/09/2010 | Onbepaald | | |
| AZERBEIDZJAN | 17/11/2008 | Onbepaald | | |
| BOSNIË EN HERZEGOVINA | 12/10/2011 | Bekrachtiging | 14/11/2012 | 01/03/2013 |
| BULGARIJE | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 15/12/2011 | 01/04/2012 |
| België | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 08/03/2013 | 01/07/2013 |
| CYPRUS | 25/10/2007 | Onbepaald | | |
| DENEMARKEN | 20/12/2007 | Bekrachtiging | 18/11/2009 | 01/07/2010 |
| DUITSLAND | 25/10/2007 | Onbepaald | | |
| ESTLAND | 17/09/2008 | Onbepaald | | |
| FINLAND | 25/10/2007 | Aanvaarding | 09/06/2011 | 01/10/2011 |
| FRANKRIJK | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 27/09/2010 | 01/01/2011 |
| GEORGIE | 12/03/2009 | Onbepaald | | |
| GRIEKENLAND | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 10/03/2009 | 01/07/2010 |
| HONGARIJE | 29/11/2010 | Onbepaald | | |
| IERLAND | 25/10/2007 | Onbepaald | | |
| IJSLAND | 04/02/2008 | Bekrachtiging | 20/09/2012 | 01/01/2013 |
| ITALIE | 07/11/2007 | Bekrachtiging | 03/01/2013 | 01/05/2013 |
| KROATIE | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 21/09/2011 | 01/01/2012 |
| LETLAND | 07/03/2013 | Ontbepaald | | |
| LIECHTENSTEIN | 17/11/2008 | Onbepaald | | |
| LITOUWEN | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 09/04/2013 | 01/08/2013 |
| LUXEMBURG | 07/07/2009 | Bekrachtiging | 09/09/2011 | 01/01/2012 |
| MACEDONIE (VOORMALIGE JOEGOSLAVISCHE REP.) | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 11/06/2012 | 01/10/2012 |
| MALTA | 06/09/2010 | Bekrachtiging | 06/09/2010 | 01/01/2011 |
| MOLDAVIË | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 12/03/2012 | 01/07/2012 |
| MONACO | 22/10/2008 | Onbepaald | | |
| MONTENEGRO | 18/06/2009 | Bekrachtiging | 25/11/2010 | 01/03/2011 |
| NEDERLAND | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 01/03/2010 | 01/07/2010 |
| NOORWEGEN | 25/10/2007 | Onbepaald | | |
| OEKRAINE | 14/11/2007 | Bekrachtiging | 27/08/2012 | 01/12/2012 |
| OOSTENRIJK | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 25/02/2011 | 01/06/2011 |
| POLEN | 25/10/2007 | Onbepaald | | |
| PORTUGAL | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 23/08/2012 | 01/12/2012 |
| ROEMENIE | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 17/05/2011 | 01/09/2011 |
| RUSLAND | 01/10/2012 | Ontbepaald | | |

| Staten/Organisaties | Datum Authenticatie | Type instemming | Datum instemming | Datum interne inwerkingtreding |
|---------------------|---------------------|-----------------|------------------|--------------------------------|
| SAN MARINO | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 22/03/2010 | 01/07/2010 |
| SERVIË | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 29/07/2010 | 01/11/2010 |
| SLOVAKIJE | 09/09/2009 | Onbepaald | | |
| SLOVENIE | 25/10/2007 | Onbepaald | | |
| SPANJE | 12/03/2009 | Bekrachtiging | 05/08/2010 | 01/12/2010 |
| TURKIJE | 25/10/2007 | Bekrachtiging | 07/12/2011 | 01/04/2012 |
| VERENIGD KONINKRIJK | 05/05/2008 | Onbepaald | | |
| ZWEDEN | 25/10/2007 | Onbepaald | | |
| ZWITSERLAND | 16/06/2010 | Onbepaald | | |

**Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants
contre l'exploitation et les abus sexuels, faite à Lanzarote le 25 octobre 2007**

| Etats/Organisations | Date Authentification | Type de consentement | Date Consentement | Entrée Vigueur locale |
|---------------------|-----------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|
| ALBANIE | 17/12/2008 | Ratification | 14/04/2009 | 01/07/2010 |
| ALLEMAGNE | 25/10/2007 | Indéterminé | | |
| ANDORRE | 29/06/2012 | Indéterminé | | |
| ARMENIE | 29/09/2010 | Indéterminé | | |
| AUTRICHE | 25/10/2007 | Ratification | 25/02/2011 | 01/06/2011 |
| AZERBAÏDJAN | 17/11/2008 | Indéterminé | | |
| BELGIQUE | 25/10/2007 | Ratification | 08/03/2013 | 01/07/2013 |
| BOSNIE-HERZEGOVINE | 12/10/2011 | Ratification | 14/11/2012 | 01/03/2013 |
| BULGARIE | 25/10/2007 | Ratification | 15/12/2011 | 01/04/2012 |
| CHYPRE | 25/10/2007 | Indéterminé | | |
| CROATIE | 25/10/2007 | Ratification | 21/09/2011 | 01/01/2012 |
| DANEMARK | 20/12/2007 | Ratification | 18/11/2009 | 01/07/2010 |
| ESPAGNE | 12/03/2009 | Ratification | 05/08/2010 | 01/12/2010 |
| ESTONIE | 17/09/2008 | Indéterminé | | |
| FINLANDE | 25/10/2007 | Acceptation | 09/06/2011 | 01/10/2011 |
| FRANCE | 25/10/2007 | Ratification | 27/09/2010 | 01/01/2011 |
| GEORGIE | 12/03/2009 | Indéterminé | | |
| GRECE | 25/10/2007 | Ratification | 10/03/2009 | 01/07/2010 |
| HONGRIE | 29/11/2010 | Indéterminé | | |
| IRLANDE | 25/10/2007 | Indéterminé | | |
| ISLANDE | 04/02/2008 | Ratification | 20/09/2012 | 01/01/2013 |
| ITALIE | 07/11/2007 | Ratification | 03/01/2013 | 01/05/2013 |
| LETTONIE | 07/03/2013 | Indéterminé | | |
| LIECHTENSTEIN | 17/11/2008 | Indéterminé | | |
| LITUANIE | 25/10/2007 | Ratification | 09/04/2013 | 01/08/2013 |
| LUXEMBOURG | 07/07/2009 | Ratification | 09/09/2011 | 01/01/2012 |

| Etats/Organisations | Date Authentification | Type de consentement | Date Consentement | Entrée Vigueur locale |
|--|-----------------------|----------------------|-------------------|-----------------------|
| MACEDOINE (EX-REP. YUGOSLAVE DE) | 25/10/2007 | Ratification | 11/06/2012 | 01/10/2012 |
| MALTE | 06/09/2010 | Ratification | 06/09/2010 | 01/01/2011 |
| MOLDAVIE | 25/10/2007 | Ratification | 12/03/2012 | 01/07/2012 |
| MONACO | 22/10/2008 | Indéterminé | | |
| MONTENEGRO | 18/06/2009 | Ratification | 25/11/2010 | 01/03/2011 |
| NORVEGE | 25/10/2007 | Indéterminé | | |
| PAYS-BAS | 25/10/2007 | Ratification | 01/03/2010 | 01/07/2010 |
| POLOGNE | 25/10/2007 | Indéterminé | | |
| PORTUGAL | 25/10/2007 | Ratification | 23/08/2012 | 01/12/2012 |
| ROUMANIE | 25/10/2007 | Ratification | 17/05/2011 | 01/09/2011 |
| ROYAUME-UNI | 05/05/2008 | Indéterminé | | |
| RUSSIE | 01/10/2012 | Indéterminé | | |
| SAINT MARIN | 25/10/2007 | Ratification | 22/03/2010 | 01/07/2010 |
| SERBIE | 25/10/2007 | Ratification | 29/07/2010 | 01/11/2010 |
| SLOVAQUIE | 09/09/2009 | Indéterminé | | |
| SLOVENIE | 25/10/2007 | Indéterminé | | |
| SUEDE | 25/10/2007 | Indéterminé | | |
| SUISSE | 16/06/2010 | Indéterminé | | |
| TURQUIE | 25/10/2007 | Ratification | 07/12/2011 | 01/04/2012 |
| UKRAINE | 14/11/2007 | Ratification | 27/08/2012 | 01/12/2012 |

Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels, faite à Lanzarote le 25 octobre 2007

ROYAUME DE BELGIQUE

Déclaration

Conformément à l'article 37, paragraphe 2, de la Convention, la Belgique désigne comme seule autorité nationale responsable aux fins de l'article 37, paragraphe 1^{er}, de la Convention, l'autorité suivante :

Institut National de Criminalistique et de Criminologie
DIRECTION GENERALE et Direction opérationnelle Criminalistique
Chaussée de Vilvorde 100
B-1120 Bruxelles
Tél : +32 2-240 05 00
Fax : + 32 2-241 61 05
nicc-incc@just.fgov.be

Réserve

Conformément à l'article 24, paragraphe 3, de la Convention, la Belgique se réserve le droit de ne pas appliquer le paragraphe 2 de l'article 24 relatif à la répression de la tentative des infractions établies par la Convention, aux infractions établies conformément à l'article 20, paragraphe 1^{er}, e) et f), l'article 21, paragraphe 1^{er}, c) et à l'article 23.

Bruxelles, le 20 février 2013.

Le Vice-Premier Ministre et
Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNERS

VERTALING

Verdrag van de Raad van Europa inzake de bescherming van kinderen tegen seksuele uitbuiting en seksueel misbruik, ondertekend te Lanzarote op 25 oktober 2007

KONINKRIJK BELGIE

Verklaring

Overeenkomstig artikel 37, 2e lid, van het Verdrag, duidt België als uit hoofde van artikel 37, 1e lid, van het Verdrag aangewezen autoriteit, volgende autoriteit aan :

Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie
ALGEMENE DIRECTIE en Operationele Directie Criminalistiek
Vilvoordsesteenweg 100
B-1120 Brussel
Tel : +32 2-240 05 00
Fax : + 32 2-241 61 05
nicc-incc@just.fgov.be

Voorbehoud

Overeenkomstig artikel 24, 3e lid, van het Verdrag, behoudt België zich het recht voor het 2de lid van artikel 24 betreffende de bestrafing van de poging tot het plegen van overeenkomstig het Verdrag strafbaar gestelde feiten niet toe te passen, op de overeenkomstig artikel 20, 1e lid, e) en f), artikel 21, 1e lid, c), en artikel 23, strafbaar gestelde feiten.

Brussel, 20 februari 2013.

De Vice-Eerste Minister en
Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNERS